

La Lutte de Classes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

1 rue de La Réale,
PARIS (1^{er}).

10 SEPTEMBRE 1929

2^{me} ANNÉE
N° 12

S O M M A I R E

Un pas en avant (*Editorial*). — Lettre à L. Trotsky (*P. Naville*). — Réponse (*L. Trotsky*). — Après le Premier Août. — Pour la Vérité. — Que faire ? — Discours sur le Programme (fin) (*Rosa Luxembourg*). — Le sens du conflit sino-

russe (*A. Ariat*). — Impérialisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Réponse à Louzon (*A. Patri*). — Résolution secrète contre Boukharine. — Les livres : Nouvelle Histoire de France (*J. Lapierre*). — Les revues.

Un pas en avant

Lettre à Trotsky — Réponse de Trotsky à la rédaction.

Dans le numéro 8 de La Lutte de Classes nous avons donné un tableau de la situation des groupements de l'opposition en France. Cet article venait après notre échec de janvier pour le lancement d'un journal hebdomadaire. Dès ce moment, nous avons fait l'expérience pratique qu'aucun des groupes existants ne pouvait fournir ni la base nécessaire, ni la base suffisante, à la parution d'un journal capable de recréer un courant sain dans le mouvement communiste. L'hebdomadaire que nous avions prévu pour le début de cette année ne parut donc pas. Nous avons simplement repris notre effort pour continuer à faire paraître La Lutte de Classes, en attendant que chacune des autres tendances de l'opposition précise son orientation. Ces tendances se réclamaient étroitement, en général, des idées émises par notre camarade Trotsky, et cependant elles continuaient à s'opposer assez vivement. Devant la prolongation de cette situation nous avons jugé nécessaire d'exposer à nouveau notre attitude, et la motivant

comme nous l'avons déjà fait dans plusieurs articles et en indiquant les conditions nécessaires pour faire un pas en avant. Notre camarade Naville l'a fait, sommairement, dans une lettre adressée à Trotsky. Trotsky a répondu une lettre à la rédaction de La Lutte de Classes, dans laquelle il formule nettement son opinion sur la situation actuelle du mouvement oppositionnel français. Coïncidant avec la prochaine parution du journal La Vérité, dont l'objet est de créer une arme véritable dans les mains de la gauche communiste en France, ces documents ont un caractère de grande importance. Nous les publions ci-dessous tous les deux. Il faut que tous les ouvriers communistes, tous les militants oppositionnels les discutent. Ils ouvrent un chemin dans lequel il faut s'engager, avec la perspicacité et la fermeté nécessaires. La route à parcourir nécessite un travail de longue haleine, une patience et une honnêteté extrêmes. La Lutte de Classes continuera encore à s'en montrer pourvue.

Lettre au camarade Trotsky

Cher camarade Trotsky,

L'ambition des éléments les plus avancés du communisme international de réaliser, comme tendance de gauche dans le mouvement ouvrier international, une unité de plus en plus nécessaire, leur impose, c'est-à-dire, nous impose, de savoir ce qui tend à nous unir, et ce qui peut encore retarder cette union. Nous savons déjà ce qui nous unit, car c'est ce qui fait le fond même de l'activité de l'opposition de gauche en général. La presque totalité de cette activité et du travail politique qu'elle suppose a été évidemment accomplie par nos camarades russes, puisque c'est en Russie que s'est révélé le caractère fondamental de la crise de l'I.C. consécutive aux échecs révolutionnaires d'Allemagne et au début de stabilisation capitaliste. Donc, avant même que se soient cristallisés en France différents noyaux d'opposition capables de trouver dans les faits la base et la justification d'une politique de gauche analogue à celle que vos amis et vous avez commencé à défendre en U.R.S.S., nous avons reçu de vous un enseignement, c'est-à-dire l'exemple d'une certaine lutte pratique, d'une tactique et même quelques éclaircissements théoriques. L'opposition internationale (en dehors de l'U.R.S.S.), celle qui peut à bon droit se réclamer des quatre premiers congrès de l'I.C., a subi votre empreinte avant même d'être capable de réagir aux événements de sa propre vie politique de façon à vous apporter elle-même le fruit de son travail. Il n'a donc pas encore existé une véritable *collaboration* entre l'opposition de gauche russe et les noyaux d'opposition internationale, par conséquent pas non plus de véritable *union*.

Or aujourd'hui il s'agit de cela : trouver et mettre en action les raisons d'une solide union des éléments sains du communisme international. Pour y parvenir il faut faire un échange critique d'expérience théorique et pratique. Or, comme je l'ai dit, l'opposition internationale, et particulièrement les noyaux d'opposition française, n'ont presque pas d'expérience politique passée à offrir à la critique générale de l'opposition. Mais, en attendant que cette possibilité soit donnée, nous pouvons déjà aider à formuler une critique de l'expérience politique de l'opposition russe dans la mesure où cela est nécessaire à un travail étroitement commun et où cette expérience a déteint sur le mouvement oppositionnel français, en y créant presque un semblant de tradition. C'est l'objet de cette lettre.

Il y a un ensemble de critiques qui sont faites à l'opposition de gauche sur la base d'un soit-disant abandon par elle des données fondamentales du marxisme au profit d'une nouvelle théorie qui serait le bolchévisme. Ces critiques-là sont à repousser en bloc, car ce sont elles justement qui tendent à rejeter le marxisme dans une sphère intellectuelle distincte des événements sociaux en général et révolutionnaires en particulier. C'est spécialement chez des éléments de droite qu'on trouve des représentants, plus ou moins inconscients, de ce point de vue. A vrai dire ces éléments n'ont pas su, et il ne peuvent pas, donner une large base théorique à leur tendance, sans repousser en bloc toute l'expérience acquise par le bolchévisme, expérience qui, pour eux, reste en marge du marxisme. N'osant franchir ce pas, ils occupent actuellement une position instable que les événements se chargeront d'asseoir.

Dès que l'I.C. est entrée, en 1923, dans la crise de dégénérescence qui se poursuit aujourd'hui, c'est cette critique de droite qui a fait le fond, le plus souvent inconscient et informulé, de l'opposition qui a commencé à se manifester contre l'attitude bureaucratique gauchiste de la direction des partis. Jusqu'à présent, et malgré l'étiquette « gauche » dont certains représentants de cette opposition essayaient de se prévaloir, c'est en réalité un courant de droite qui a dessiné l'opposition la plus réelle et la plus profonde au cours bureaucratique de l'I.C.

Ce qu'on a appelé vers 1926-27 l'opposition de gauche (en Occident) s'est principalement résumé dans des éléments exclus de la direction pour des erreurs monumentales et désireux de regagner par une surenchère démagogique le suffrage des éléments les plus avancés du prolétariat révolutionnaire. Cette tendance (Maslov - Ruth Fischer - Treint) qui avait complètement échoué à la direction des partis, ne pouvait donc pas assumer la tâche qui aurait dû être celle d'une vraie gauche, à savoir, le maintien, d'après les quatre premiers congrès de l'I.C., des meilleures traditions tactiques et théoriques de l'I.C. chez les ouvriers les mieux éduqués.

Aujourd'hui nous voyons, en France, des groupes nombreux se réclamer de « l'opposition de gauche », sans du reste que cette tendance soit autrement définie que par un accord superficiel avec les éléments irréductibles de l'opposition russe. Ces groupes proviennent à la fois de l'ancienne « droite » du parti (moins Souvarine et Lorient) et de l'ancienne direction gauchiste. Aujourd'hui

Souvarine s'est mis hors de cause, rejetant délibérément l'opposition de gauche russe sans être toutefois lié à celle de droite, et repoussant d'une façon générale la tradition marxiste du bolchévisme. Or, quoique formellement d'accord avec les éléments actuels de l'opposition communiste de gauche russe, ces groupes ont manifesté une répulsion mutuelle analogue à celle qui les animait en 1924-25, pendant l'époque caniculaire de la bolchévisation. On ne pouvait constater cela plus simplement que nous ne l'avons fait dans la *Lutte de Classes* (N° 8), en disant :

« Il y a un courant plus apparent que les autres, qui se caractérise en général par sa tendance « gauche » et semble actuellement en voie de décroissance : c'est celui dont le sens est imprimé par les camarades qui se réclament directement de l'opposition russe. En France, il est représenté par *Contre le Courant*, ainsi que par la fraction de gauche italienne (« bordighistes ») qui publie le journal *Prometeo*, entouré de quelques éléments dispersés et plus ou moins proches de Treint. Ce courant, disions-nous, réunissant à la fois des camarades appartenant à l'ancienne droite du parti français, à la gauche italienne, ainsi qu'aux cadres au fond nullement repentants ni sincères de la bolchévisation, est directement polarisé par l'opposition russe ».

A l'époque, la rédactrice de *Contre le Courant* s'indigna ridiculement d'être taxée « d'ancienne droite » et *Prometeo* parut vexé d'être mis dans le même sac que des camarades dont le caractère gauche apparaissait surtout comme une couverture. Nous nous bornions cependant à constater des faits réels. Aujourd'hui le développement de ces faits montre que nous voyions assez clairement l'aspect de l'amalgame en question. Le groupe *Contre le Courant* est bien une ancienne droite, sinon une droite actuelle, et notre point de vue ne change pas à ce sujet. C'est en tant que droite qualifiée qu'elle est entrée en opposition avec la direction du parti français en 1924. Et à cette époque, elle a incontestablement joué un rôle qui n'était pas sans valeur et qui consistait à refléter l'ahurissement de militants et de couches ouvrières sérieuses qui voyaient imposer bureaucratiquement au parti un régime de lutte trop nouveau, mal adapté, putchiste et ignorant à une époque où la situation objective commandait une attitude plus réfléchie et plus efficace. Il faut d'ailleurs dire que les éléments d'opposition de cette époque ne se retrouvent pas en totalité dans le groupe *Contre le Courant*, loin de là. En réalité, c'est Souvarine qui a incontestablement fourni le

matériel théorique, l'expérience directe de la lutte politique en Russie, et en général tous les arguments sur lesquels reposaient, à cette époque, le développement d'une droite. Aujourd'hui, Monatte retourne à une position syndicaliste, Loriot a développé une philosophie personnelle d'une insuffisance criante, qui est une sorte de métaphysique syndicaliste. Souvarine lui-même a procédé à une remise en question complète des points de vue de l'I.C. sans en assimiler le caractère vivant, tandis que Rosmer travaille à passer réellement sur le plan de la gauche. Dans la lutte contre les méthodes de mécanisation imposées par la clique de Zinoviev, la droite a incontestablement fait un travail intéressant. La vraie gauche en profitera. Ainsi au 5^e Exécutif de l'I.C., Bordiga, représentant notoire de la gauche, vota seul contre l'exclusion de Souvarine de l'I.C. Mais lorsqu'elle a voulu formuler des points de vue politiques qui la distinguent nettement de la direction officielle, la droite a manifesté un certain penchant vers la droite, au sens social du mot (par exemple, dans la guerre du Maroc, les rapports avec le parti socialiste, la tactique électorale et syndicale). Il faut du reste encore souligner que Souvarine a fourni la majeure partie des arguments de cette tendance. La lutte contre la « cellulisation » abstraite du parti a été excellente. Au point de vue de l'organisation elle a reflété une réaction sérieuse du prolétariat. Mais il faut aussi dire que cette réaction s'est produite selon la ligne de moindre résistance, à l'époque où la vague révolutionnaire reflue.

Cependant, le développement de la lutte en Russie et le rôle grandissant de l'opposition de gauche dans l'I.C. ont fait déborder les questions russes dans toutes les sections de l'Internationale. Or cette opposition s'est développée, dans l'ensemble, selon une vraie ligne de gauche, c'est-à-dire s'inspirant des intérêts fondamentaux du prolétariat, et elle ne tarda pas à manifester une certaine contradiction avec la base de l'opposition en France. Cette contradiction se manifesta nettement dans certaines hésitations de Souvarine en 1926-27. A partir de ce moment l'opposition russe submergea totalement l'opposition internationale. Certains qui l'avaient appuyé jusque là commencèrent à se détacher d'elle sans parvenir véritablement à la dépasser et restèrent sur leur position de droite. D'autres adoptèrent l'ensemble des points de vue de l'opposition russe, se mettant ainsi en contradiction avec leurs opinions passées. Quant aux éléments de la bolchévisation, il ne leur manquait, pour être à l'aise avec les militants de l'opposition russe que de ne pas les avoir insultés et traqués en 1923-24-25-26.

Dès ce moment l'étiquette droite ou gauche perdit tout sens dans l'opposition.

« Chacune des tendances de l'opposition, avons nous écrit dans *La Lutte de Classes* (No 8) a suivi en haletant les péripéties de la lutte en U.R.S.S. sans se préoccuper suffisamment de rassembler et de constituer en France la base nécessaire pour les luttes futures... Aujourd'hui il n'est donc pas possible de départager les différentes tendances en fonction de leurs idées propres exprimées... »

Au contraire, il s'en est suivi une cacophonie politique complète. Chaque événement de la vie politique sur lequel une de ces tendances s'est exprimé a été commenté en sens contradictoire. Les derniers en date, la « Journée du Premier Août » et le conflit sino-russe, montrent ce que valent les années de collaboration de ces tendances avec l'opposition russe. *Contre le Courant* et *Volkswille* défendent la Chine de Tchang-Kai-Chek contre la Russie de Staline, le *Redressement communiste*, qui repousse l'organisation du parti en cellules, pousse ses membres à participer activement à la journée du Premier Août, que politiquement il réprouve. Voilà le fruit de cette collaboration bureaucratique que l'opposition russe a pratiqué depuis des années successivement avec les groupes les plus dociles, et que nous condamnons. Pourquoi, vous, qui dénonciez les méthodes de gouvernement de l'I.C. par Staline, après Zinoviev, avez-vous laissé appliquer dans l'opposition des méthodes qui n'apparaissaient souvent guère différentes ?

L'opposition française, bourrelée de contradictions, squelettique, d'une insuffisance organique criante, n'a guère mené de travail politique : elle n'a pas trouvé sa base de classe — elle n'a pas su prendre la place nécessaire dans la lutte communiste pour la libération du prolétariat. C'est là un fait. C'est justement pour cela qu'on peut difficilement déterminer réellement quelles sont, socialement parlant, les tendances qui luttent sur une base de gauche, et celles qui restent irréductiblement à droite. Seule l'expérience politique active, suivie, et coordonnée, pourra le montrer. Mais dans l'avenir.

Puisque l'opposition française n'a pas de tradition révolutionnaire, c'est-à-dire de tradition de classe, comme courant de gauche, elle ne peut pas s'affirmer et se développer simplement par un appel à sa tradition. Des groupes comme le *Redressement Communiste* ou *Contre le Courant* ont cependant essayé de travailler d'après une tradition inexistante. Leur stagnation montre clairement que, sur ce point, leur attitude est trompeuse. Quant à la tendance de droite, qui ne s'est d'ailleurs pas manifestée d'une manière constitutive, sa ligne est

celle de moindre résistance et elle cherche à échapper à la nécessité de donner une base sociale réelle au mouvement de renaissance communiste. Dans un article de *La Lutte de Classes* (No 10, Droite et Gauche) nous avons essayé de montrer plus en détail pourquoi un courant communiste de gauche ne pouvait pas se créer aujourd'hui en France en faisant appel à une réelle tradition politique. Nous avons conclu que c'est en retrouvant maintenant une base sociale révolutionnaire et en déterminant dans l'action une orientation politique inspirée des principes théoriques et tactiques du véritable communisme qu'on pourrait faire renaître un courant de gauche sain, enraciné, clairvoyant, irréductible. Ce n'est pas en renouant les anneaux de fumée d'une chaîne presque inexistante qu'on mènera une politique révolutionnaire de gauche, c'est, après avoir tracé un bilan clairvoyant du travail oppositionnel international des dernières années, en scellant à nouveau solidement un anneau dans le roc de la réalité, par la lutte révolutionnaire. On y parviendra en répondant directement aux questions fondamentales du mouvement révolutionnaire français qui sont : le développement du capitalisme français et international après la guerre, l'évolution de la bourgeoisie moyenne et de la social-démocratie, l'état du mouvement syndical, et la situation du P.C. Au sujet de ce dernier nous écrivions qu'il fallait « refondre un P.C. capable de traduire les profondes aspirations révolutionnaires de la masse, en lui rendant une véritable démocratie intérieure, un appareil élu par la base, une capacité d'élaboration distincte de celle de Moscou, et une réelle confiance dans les destinées actuelles du prolétariat révolutionnaire. Cette refonte doit porter sur les principes d'organisation, sur la méthode de sélection et d'éducation, sur la pratique des actions de masses. Ces questions... décideront d'un véritable courant de gauche pour la rénovation du mouvement communiste. »

Et, en conclusion d'un article sur la crise du P. C. F., nous écrivions (*Lutte de Classes* No 8) :

« Il faut engager la lutte à fond pour lui arracher (au parti) les masses travailleuses. Car c'est hors des cadres limités du parti, c'est dans la masse du prolétariat qu'il faut porter le débat, sans attendre. On pourrait sans se tromper reprendre le mot d'ordre cependant purement négatif de Lénine à la dernière ligne de *Que faire ?* : Liquidier la troisième période ! ».

Or, je crois que pour entamer ce travail il faut auparavant avoir fourni non seulement une solide critique des erreurs de l'I.C., de leurs causes objectives et subjectives, mais aussi une critique de cel-

les que l'opposition a pu commettre dans son existence. C'est indispensable.

Les nombreux travaux de l'opposition ont déjà fourni la majeure partie d'une critique sérieuse des processus de dégénérescence et de bureaucratization de l'I.C., surtout, d'ailleurs, des facteurs subjectifs et purement politiques de ces processus. Les facteurs objectifs, c'est-à-dire le cours actuel des impérialismes et du mouvement ouvrier, n'ont pas été éclaircis de la même manière. En France, comme nous l'avons dit plus haut, c'est, depuis 1923, une opposition à tendance de droite qui a mené cette lutte et fourni ce travail, tandis qu'en U.R.S.S. c'était une opposition qui se produisait dans le cadre infiniment plus vaste de la dictature du prolétariat, et dont le caractère à gauche n'apparut qu'avec l'aggravation de la crise en 1926-1927, alors qu'il devenait clair, même pour les plus enracinés des bureaucrates, que le cours révolutionnaire de l'I.C. était compromis dans son ensemble.

Mais, maintenant, l'opposition a derrière elle plusieurs années d'existence. En dehors de ses traditions propres elle a accumulé celles du parti communiste d'avant la mort de Lénine et même certaines de celles d'après sa mort. Son action a débordé les limites de l'U.R.S.S. pour s'étendre à tous les principaux foyers du mouvement révolutionnaire international. Or, par une contradiction dialectique qui peut assez facilement s'expliquer, la nécessité de créer aujourd'hui le véritable courant de gauche dont nous avons parlé, suppose la volonté de retenir une bonne partie de ce que la droite a signalé dans ses critiques passées, en rejetant presque tout ce que la soi-disant gauche internationale de 1924-25 avait fait, et en prenant conscience que tous les procédés tactiques et méthodes de la gauche russe peuvent ne pas être a priori efficaces en France.

Nous ne mettons pas en cause la nécessité d'une application rigoureuse du centralisme démocratique, sur le plan national et international, selon l'esprit dans lequel il a été appliqué dans l'I.C., jusqu'en 1922-23. Ce que nous refusons, c'est de voir s'installer, dans l'opposition internationale, certains des procédés bureaucratiques empruntés aux cadres officiels du parti, et qui dépassent largement une application saine du centralisme démocratique. Or, il est certain qu'en 1927-28-29, les groupes d'opposition, notamment en France et en Allemagne, qui ont travaillé en collaboration étroite avec l'opposition russe, ont reflété, par le canal des cadres de cette opposition, quelques-uns des vices de l'I.C. : *soumission aux « représentants » plus ou moins officiels de l'opposition, évanouissement de toute conscience critique devant ses*

points de vue politiques, ossification et mécanisation de ses opinions, organisation bureaucratique, lutte de fraction indifférente aux réactions de la masse, etc., etc..

L'emploi de ces méthodes coïncidait avec une abstention totale, ou presque, des groupes d'opposition devant les problèmes nationaux qu'ils auraient dû s'appliquer immédiatement à résoudre ou à poser. Ils ne fournirent ni étude ni examen du mouvement ouvrier et de la vie politique révolutionnaire en France pas plus que des conditions dans lesquelles il fallait engager la lutte. Par voie de conséquence, ils se révélèrent absolument incapables d'entamer une lutte sérieuse, comme ils se montrèrent inaptes à porter leur activité au delà des couches étroites de militants qui s'intéressaient aux problèmes de l'opposition internationale et aux changements de direction du parti, jusque dans les masses ouvrières. Sans doute ces deux aspects — subordination de l'activité des oppositions françaises aux stimulations reçues de l'extérieur, et incapacité d'activer un mouvement sérieux en France — présentent une certaine relation. Toute discussion sur des problèmes d'organisation recouvre un problème politique et c'est seulement la pratique révolutionnaire qui le tranche en dernier lieu. Dans *La Lutte de Classes* nous écrivions que

« nous avons manifesté clairement notre volonté de ne pas nous inféoder à une bureaucratie, de revenir au marxisme et non au « léninisme » qui n'existe pas en tant qu'ensemble théorique et en fin de compte de *déplacer l'axe du mouvement révolutionnaire vers l'occident*, le prolétariat russe et ses organisations ayant épuisé, pour un certain temps, leur possibilité d'offensive... »

Nous posions ainsi le problème que l'opposition de gauche ne doit pas hésiter à aborder de front, le problème des modalités d'application, plus ou moins efficaces et appropriées aux nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire, du centralisme démocratique. Il est absolument nécessaire de dépasser toute une série d'habitudes et de rapports assez bureaucratiques qui ont débordé dans toute l'opposition et dont découlent tout naturellement les entraves au développement politique et à l'enracinement dans les masses. C'est là la condition d'un regroupement vivant des forces de l'opposition si l'on veut que ce groupe unifié soit apte à comprendre les manifestations actuelles de la vie politique ouvrière française dans l'état où il la retrouve après plusieurs années de politique fausse et stérile de l'I.C. et de reprise d'offensive de la bourgeoisie. Il faut que ce groupe soit prêt et capable de retrouver des méthodes qui

puissent conserver au mouvement sa vitalité propre.

Je répète que nous ne faisons pas ici des critiques formelles. Nous indiquons qu'il est nécessaire de prendre pleinement conscience des côtés négatifs du travail de l'opposition jusqu'à présent (hors de l'U.R.S.S.). Nous-mêmes en sommes parfaitement conscients. Nous n'avons pas pensé jusqu'à présent qu'un seul des groupes existants en France pouvait fournir « l'axe » d'un mouvement profond de renaissance. D'où notre attitude à l'écart. Quant à la *Lutte de Classes*, elle a voulu, sans prétendre, peut-être à tort, devenir un organe de lutte et de discussion complète, attendre

le moment, qui semble approcher, où l'opposition de gauche aborderait avec la conscience, la volonté et le désintéressement nécessaires la tâche qui réclame aujourd'hui le dévouement absolu de ses membres.

Cher camarade, je me suis borné dans cette lettre, à exprimer quelques-unes des appréciations que nos camarades et moi faisons souvent valoir contre certains éléments des cadres de l'opposition mais qui, je l'espère, vont nous permettre maintenant de mieux comprendre la manière et la nécessité de travailler en commun.

Bien amicalement vôtre

Pierre Naville.

Réponse du camarade Trotsky

Constantinople, le 11 Août 1929.

A la rédaction de *La Lutte de Classes*.

Chers camarades,

C'est avec empressement que je réponds à la lettre du camarade Naville dans laquelle il soulève les questions les plus importantes pour l'opposition française. Je ne m'attarderai pas sur le passé de l'opposition française. Cela exigerait trop de temps. Mais comme le passé nous intéresse avant tout sous l'angle des tâches pratiques d'aujourd'hui et de demain, je me bornerai aux conclusions les plus générales sur les points visés par la lettre du camarade Naville.

L'opposition française n'a pas mené jusqu'à ce jour la lutte politique dans le vrai sens du mot. C'est pour cela qu'elle n'est presque pas sortie de l'état embryonnaire. Mais on ne peut demeurer longtemps à cette étape sans conséquences fâcheuses. L'aile gauche comme l'aile droite s'y sont cristallisées sommairement, et presque sans liaison avec la lutte du prolétariat français.

C'est pourquoi leur ligne de démarcation est parfois occasionnelle et même arbitraire. Pour s'être attardé trop longtemps à ce stade primitif, l'opposition française a été menée à un émiettement en groupements préoccupés surtout de leur conservation. Tout cela est juste. Mais cela ne peut servir en aucun cas d'argument contre la nécessité d'apprécier chaque groupe par rapport aux trois tendances fondamentales de l'Internationale Communiste et de ce qui l'entoure : la gauche (marxiste ou léniniste), les centristes (Staline) et la droite (Brandler, Boukharine, etc.). Ces critères fondamentaux découlent non des particu-

larités du développement des groupes et des cénaclés d'opposition française mais des conditions objectives : des relations de classe, du caractère de l'époque, du caractère de cette période de l'époque, etc... C'est pourquoi les tendances fondamentales possèdent un caractère international. Pour ne pas s'embrouiller dans l'estimation des différents groupements oppositionnels, ossifiés avant de se développer, il faut passer de l'objectif au subjectif, de l'international au national, des classes au partis et aux fractions.

« Cela vaut-il la peine d'accorder tant d'attention à Souvarine et à Brandler alors que devant l'I.C. se dressent des tâches si gigantesques ? » C'est un argument favori qui paraît très profond mais qui ne reflète en fait que superficialité et ignorance. Ceux qui en usent démontrent qu'ils ne s'apprennent pas à entamer pratiquement la résolution de ces « tâches gigantesques ». C'est se dissimuler derrière le dos de grandes perspectives pour ne rien faire. C'est l'habitude chère aux sceptiques et aux dilettantes. Les événements historiques, on ne peut pas les façonner les mains nues. Il faut un instrument. L'instrument essentiel c'est le parti et pour l'étape actuelle la fraction. La fraction se constitue sur la base de méthodes d'action définies. L'incurie dans les idées aujourd'hui prépare l'insuffisance politique de demain. Quand l'aviateur s'apprete à franchir l'océan, il doit avec une attention décuplée vérifier les écrous, les vis, les jointures, rien n'est négligeable pour lui. Et quant à nous, nous nous préparons seulement à commencer à construire l'instrument de nos vols futurs. L'incurie ici serait particulièrement criminelle.

Si Souvarine a perdu si malheureusement son chemin, c'est qu'après avoir rompu avec la méthode marxiste il essaie d'y substituer ses observations, réflexions et études subjectives et capricieuses. Chaque groupement qui essaierait de lier son sort à cette méthode serait voué à la perdition.

Mais à part la tendance de droite, il y a un autre danger, très aigu dans l'étape actuelle du mouvement. Je pourrais l'appeler le danger du dilettantisme petit-bourgeois. En Russie, l'opposition lutte dans des conditions telles que seuls les vrais révolutionnaires peuvent demeurer dans ses rangs. On n'en peut dire autant sans réserves pour l'Europe occidentale, et particulièrement pour la France. Non seulement dans les milieux intellectuels, mais même dans la couche supérieure des ouvriers, il y a pas mal d'éléments qui sont tout à fait prêts à porter le titre de révolutionnaire le plus extrême pourvu que cela ne leur impose pas un sacrifice de temps, de ressources, la soumission à une discipline, et le fait de mettre en jeu leurs habitudes et leur bien-être. La secousse d'après guerre a créé pas mal de pareils révolutionnaires par malentendu, qui ne sont, en fait, que des philistins mécontents camouflés en communistes. D'aucuns sont même tombés dans les rangs de l'opposition en partie aussi parce que l'adhésion à l'opposition dans les circonstances actuelles implique moins d'obligations que le fait d'appartenir au parti officiel. Inutile de dire que des éléments de ce genre représentent un lest, et même très dangereux. Ils sont prêts à accepter 100 % les programmes les plus révolutionnaires, mais ils s'opposent furieusement à ce qu'on fasse le premier pas pour son application. Dans des conditions difficiles ils vont inévitablement quitter nos rangs sous un prétexte décent. Il nous faut procéder à une épreuve sérieuse, à une sélection sévère sur la base du travail révolutionnaire dans les masses.

C'est là la tâche de l'opposition française pour rejoindre la grande voie de ce travail. Pour commencer il nous faut au moins un hebdomadaire. Et même tout de suite.

Ce n'est pas un secret pour vous que des groupements et des personnalités différentes ont déclenché une offensive contre l'hebdomadaire avant qu'il ne paraisse. Dans l'intérêt de cette lutte, des alliances inattendues se concluent hâtivement. Encore hier, A disait et écrivait : « Il est inadmissible d'attirer B à la cause commune qu'il n'est capable que de perdre ». B écrivait à son tour : « A ne mérite ni confiance politique ni confiance morale ». Aujourd'hui tous les deux écrivent : « La meilleure solution c'est A + B ». D'aucuns ajoutent que toute autre décision ne serait que « bureaucratique ». Ce sont surtout, comme bien l'on

pense, les bureaucrates ratés de l'école zinoviéviste qui sont prodigues de ce genre d'arguments.

Les camarades Naville et Gérard ont eu la possibilité de discuter avec Rosmer et connaissent de sa bouche que ni lui ni ses amis ne considèrent les groupements actuels comme définitifs.

Il ne s'agit pour l'instant que de commencer. Corriger, suppléer, améliorer, on peut et on doit le faire en avançant, en attirant toujours de nouvelles forces, et, cela va de soi, en éliminant les éléments qui, à l'épreuve, se seront démontrés impropres. C'est seulement ainsi qu'on met debout une entreprise vivante.

D'où est venu le groupement de *La Vérité* ? Il s'est constitué assez vite, mais pas du tout occasionnellement. Sous le drapeau de *La Vérité* ne se retrouvent les camarades actifs de différents groupements que parce que la tentative de s'appuyer sur un des groupes existants pour la création de l'hebdomadaire n'a pas abouti. Maintenant, l'on doit reconnaître que cet échec n'est pas occasionnel, et que l'organe de l'opposition exige une base beaucoup plus large que celle que représentait chaque groupement existant. La réponse de ces groupements était toujours la même : « Pas de forces et pas de moyens ». Comme si les forces et les moyens tombaient du ciel et ne se créaient pas par un travail énergique. On se satisfaisait pleinement en faisant paraître de temps en temps des recueils d'écrits oppositionnels et on ne remarquait pas la disproportion littéralement accablante entre les idées qu'on acceptait sur le papier et les méthodes qu'on appliquait en fait.

Le camarade Naville écrit que c'est l'opposition russe elle-même qui est coupable d'avoir soutenu les « dociles », qui ne sont pas toujours les plus actifs ni les plus révolutionnaires. Je ne veux pas parler ici des conditions objectives qui ont entravé jusqu'au dernier degré le contact avec l'étranger, et qui faisait souvent dépendre notre liaison avec l'opposition de l'intermédiaire d'individualités occasionnelles, pas toujours suffisamment qualifiées. On a commis dans ce domaine pas mal de fautes, certainement. Mais ce n'est tout de même pas en cela que réside l'essentiel de la question. Les représentants individuels de l'opposition russe à l'étranger ne pouvaient acquérir une influence hors de proportion que parce que les groupements de l'opposition française eux-mêmes se montraient bien faibles, c'est-à-dire trop peu liés au mouvement de leur propre pays. Il n'y a qu'une seule issue : *renforcer l'opposition sur le sol français*. Dire, comme l'écrit Souvarine, que nous sommes menacés de voir les méthodes du Comintern s'infiltrer dans l'opposition, cela n'a pas de sens. Les méthodes actuelles de l'I.C. suppo-

sent avant tout l'existence du pouvoir étatique et de la caisse étatique. Sans cela elles seraient impossibles. Je ne peux que répéter ici les paroles de Gourov sur le même thème : « Les cadres révolutionnaires dans chaque pays doivent se former en suivant leur propre expérience : ils doivent se sentir eux-mêmes fermement sur leurs pieds. L'opposition russe ne dispose pas (on est maintenant presque obligé de dire : *heureusement*) ni des instruments de la répression d'Etat, ni des ressources financières de celui-ci. Il ne peut être question exclusivement que d'influence au point de vue des idées, que d'échange de l'expérience acquise... Chaque section nationale doit chercher ses sources d'influence et de force non pas au sommet, mais à la base, au sein des ouvriers qui l'entourent en groupant autour de soi la jeunesse, en travaillant inlassablement, énergiquement et avec un véritable esprit de sacrifice. »

Vous pourriez dire que je suis aussi responsable de ce que les choses ont traîné parce que j'ai soutenu des publications qui reflétaient plutôt la journée d'hier qu'elles ne préparaient la journée de demain. Il est possible que pendant les derniers mois, j'aie attendu trop patiemment l'initiative de gens qui n'en sont guère capables, que je me sois trop longtemps borné à des tentatives de persuasion dans des lettres, etc... Mais en fin de compte, il ne s'agit que de deux ou trois mois de trop. Mais je suis pleinement d'accord que l'heure a sonné d'appeler les choses et les gens par leur nom, ouvertement. La diplomatie de cénacle ne peut nous faire avancer. En quoi peut consister la vraie démocratie à l'intérieur de l'opposition ? En ce que toute l'opposition sache ce qui se passe, et comment, et pourquoi. Les vieilles méthodes des groupes se sont épuisées et se sont compromises jusqu'à la corde. Au moment du tournant critique il est exceptionnellement important de vérifier l'activité des différents groupes et personnages. Il ne s'agit plus de répéter des formules toutes faites, mais de démontrer dans la réalité à quoi chaque groupe et ses représentants sont bons. La courte histoire de la préparation de l'hebdomadaire est extrêmement instructive. La connaissance de cette histoire, documents et lettres en mains, il faut que chaque opposant actif la possède. C'est ainsi que se forment les cadres. C'est ainsi que les valeurs fictives s'éliminent et que les réputations fausses se détruisent. C'est ainsi que la confiance est gagnée par ceux qui sont dignes de confiance. C'est ainsi que nous passerons de la diplomatie secrète et des intrigues de cénacles à la vraie démocratie au sein de l'opposition. Après avoir franchi une série de crises dont chacune paraîtra une tempête dans un verre d'eau, l'opposition non seulement apparaîtra

armée de l'hebdomadaire, mais se sentira beaucoup plus unifiée, beaucoup plus forte et beaucoup plus mûre.

Maintenant la rédaction de *Contre le Courant* met en avant un nouvel argument en faveur de la prolongation de la passivité : qu'il faudrait auparavant accepter une plate-forme. Il est difficile d'imaginer illustration plus stérile du pédantisme. Je m'étonne que le groupe de *Contre le Courant* dans lequel se trouvent aussi des ouvriers, ne comprenne pas qu'il est absurde d'exiger que le prolétariat, ou son avant-garde, ou l'opposition qui veut être l'avant-garde de l'avant-garde, piétine jusqu'à ce que quelqu'un ait écrit pour eux dans ses loisirs, une plate-forme salutaire. En deux mois on nous en a donné deux fragments qui ne nous avancent pas d'une semelle. Et pour le mois suivant on nous promet la suite ! dans un autre mois peut-être la fin, et c'est seulement ensuite que s'ouvrira la discussion. Est-ce que les autres groupements accepteront de prendre pour base de discussion ce projet sorti tout fait de la tête de son auteur ? Quant à moi, si j'en juge par les deux premières parties, je voterai contre. Ce n'est pas une plate-forme, c'est de la littérature. Et même pas de la meilleure. J'espère le démontrer dans les pages de notre future revue internationale « *Opposition* ».

Pour entamer un travail politique l'opposition possède une base de programme suffisante qui est assurée par toute son activité passée. C'est de cette base qu'il faut partir et c'est seulement une participation active à la vie politique qui peut préparer les conditions de l'élaboration d'une plate-forme — et non seulement d'une plate-forme mais d'un programme marxiste de l'I.C.

De la tendance de Paz, de créer une plate-forme par des procédés de laboratoire, rien ne peut sortir. Espérons qu'après que cette expérience aura été faite et aura démontré son échec, la majorité du groupement soutiendra l'initiative active, c'est-à-dire ralliera *La Vérité*. On les accueillera bien amicalement malgré leurs fautes d'aujourd'hui.

Dans le même ordre d'idées il faut dire quelques mots sur le camarade Treint. Il est nécessaire de mettre ici tous les points sur les i. Pour autant que les divers groupements divergeaient l'un de l'autre, ils étaient d'accord sur un point : pas un seul ne trouvait possible de travailler avec lui. Tous alléguaient son passé. Je pense maintenant que, malgré son passé, la porte doit être ouverte aussi au camarade Treint. C'est en ce sens que je lui ai écrit. J'essayais de lui expliquer qu'avant de montrer une telle sévérité envers tous les autres, il était nécessaire de gagner

la confiance pour soi-même. Le camarade Treint n'a pas compris mes conseils. Il déclare maintenant que la rédaction de la *Vérité* ne mérite pas sa confiance politique. Naturellement en politique il n'y a pas de place pour la confiance absolue ni pour la confiance aveugle. Sans vérification, sans contrôle, aucun travail politique sérieux n'est possible. Mais il faut néanmoins le dire ouvertement : de tous les candidats possibles pour la direction de l'hebdomadaire, Rosmer est celui qui a le plus de titres à la confiance, et Treint le moins. Je ne veux pas dire par cela que Rosmer ne commit pas de fautes. Les hommes sans péché ne sont pas de ce monde. Je prends la mesure de l'activité politique sur une longue période. Rosmer fut un de ces quelques douzaines de révolutionnaires d'avant-guerre qui conservèrent une fidélité inflexible à l'internationalisme pendant la guerre. Rosmer fut le premier à répondre à la voix de la Révolution d'octobre pour venir à Moscou et poser les premières pierres de l'Internationale. Quand, à la fin de 1923 les épigones ont commencé la révision du marxisme, la voix de Rosmer protesta. Il ne s'est pas laissé intimider par les ignominies qui furent lancées contre lui par les agents zinovievistes, parmi lesquels les carriéristes figuraient en grande proportion. Des faits pareils sont les sûrs jalons d'une biographie politique et c'est selon ces jalons qu'on peut déterminer la voie du révolutionnaire.

Dans la biographie du camarade Treint il n'y a pas encore de faits pareils. Il est devenu révolutionnaire après la guerre et sa conception neuve n'a pas encore trouvé l'occasion d'être soumise à l'épreuve des grands événements. Pendant 1923 Treint est devenu l'outil de la politique fausse et du régime funeste dont les conséquences pour le Parti français et le Comintern tout entier se font encore sentir terriblement aujourd'hui. Presque jusqu'à la moitié de 1927 Treint soutenait la ligne politique du Comintern et sa lutte contre l'opposition. En mai 1927, à la session de l'Exécutif élargi, Treint, quoiqu'il ait présenté des réserves écrites, votait néanmoins les résolutions de Staline-Boukharine sur la question chinoise, le comité anglo-russe et l'opposition. Et cependant, Treint a assisté dix-huit mois à tout cela à Moscou où il avait la pleine possibilité d'étudier la lutte de l'opposition contre Staline. Après avoir adhéré en automne 1927 à l'opposition, Treint restait attaché au zinovievisme qui est la combinaison du centrisme et de l'ultra-gauchisme. Enfin maintenant la légèreté avec laquelle Treint change ses appréciations et sa disposition à entrer dans chaque combinaison pour saboter chaque entreprise dont il n'aurait pas la direction démontre qu'il

est prêt à appliquer les méthodes zinovievistes dans les rangs de l'opposition. Cela ne peut être toléré. Si Treint veut prendre sa place dans le rang et démontrer par le fait que c'est le succès de l'opposition qui l'intéresse et pas seulement la place de Treint dans l'opposition, nous tous nous rejoignons également. C'est seulement dans cette voie qu'on peut gagner la confiance morale sans laquelle il est absolument impossible de prétendre à quelque rôle dirigeant que ce soit dans la lutte révolutionnaire.

Il faut finir cette lettre. Il me semble que la « plate-forme » pour l'opposition française, pour la prochaine période pourrait être formulée très concisément, à peu près ainsi :

1°) Bien comprendre et expliquer aux autres que la besogne la plus urgente, la plus importante est de créer un hebdomadaire de combat de l'opposition communiste de gauche.

2°) Comprendre et expliquer aux autres que le groupement de la *Vérité*, avec notre aide commune, donnera le maximum de garanties possible, en ce sens que l'hebdomadaire sera étranger aux préventions, aux intrigues, et servira de véritable organe à la gauche communiste toute entière.

3°) Ouvertement, à haute voix, fermement, énergiquement, soutenir l'initiative de *La Vérité* par la collaboration à la rédaction, par la création de réseaux de correspondants ouvriers, par les collectes d'argent, etc...

4°) Ouvertement et à haute voix, condamner les tentatives de créer un organe concurrent, comme dictées seulement par des ambitions de cénacles et non par les intérêts de l'opposition.

Cette « plate-forme » n'englobe pas toutes les questions mais elle touche à la plus vitale et la plus aiguë sans la résolution de laquelle tous les grands plans, les desseins et les plate-formes resteront dans le domaine des phrases.

Comme je le vois par la lettre du camarade Naville et par mes entretiens avec lui et le camarade Gérard, vous êtes disposés à reconnaître l'importance et l'urgence de l'hebdomadaire : c'est le premier pas en avant, qui est très important. Je vois de la même manière que vous êtes disposés à reconnaître que le groupement qui se constituera autour de l'axe de *La Vérité* avec la bonne volonté de tous les éléments actifs de tous les groupements existants, présente dans la situation actuelle le plus de chances pour soutenir cet hebdomadaire : c'est le second pas, non moins important, que le premier. Je veux espérer que vous allez faire bientôt le troisième pas : déclarer que la cause de *La Vérité* est votre propre cause.

Avec mon salut communiste

Léon TROTSKY.

APRÈS LE 1^{er} AOÛT

Les leçons de la manifestation

L'Internationale Communiste se proposait d'appeler le prolétariat à manifester contre la guerre le premier août. Le but de cette manifestation, disait-elle n'était pas ordinaire, il était « véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier actuel. » Aujourd'hui le premier août est passé — dans le calme. Cette journée n'a pas du tout réalisé un tournant historique dans le mouvement ouvrier. A peine un épisode qui marque un peu plus la stérilité de la bureaucratie stalinienne. En France quelques milliers de prolétaires ont fait grève, quelques centaines ont manifesté dans la soirée. Dans l'ensemble les cadres du parti ont été séparés de la masse, c'est à dire que la masse est restée indifférente.

Rien n'est venu démontrer particulièrement que le prolétariat dans son ensemble était disposé à mener une large offensive contre la bourgeoisie sur le terrain de la lutte contre la guerre. A Berlin les manifestations avaient été autorisées, aussi des milliers d'ouvriers ont suivi les manifestations du parti. La leçon est très claire : là où la bourgeoisie permet aux ouvriers de manifester, ils manifestent ; là où elle le leur interdit, ils ne savent et ne peuvent pas encore passer à la contre-offensive.

Quelles leçons le P. C. F. a-t-il su tirer des mouvements du premier août ? *L'Humanité* a publié des articles contradictoires et tout à fait vagues. Le 7 août Semard écrit : « Et il faut reconnaître que cet étalage « préventif » de répression et de menaces a créé un certain trouble dans le prolétariat que nous n'avons pas réussi à surmonter ». Et encore : « Dans l'ensemble, nous pouvons considérer nos objectifs comme atteints si nous tenons compte des faiblesses de notre parti, des sérieuses difficultés rencontrées, et que nous examinerons avec la volonté de prendre toutes mesures pour les surmonter à l'avenir. »

Cela n'empêche pas que *L'Humanité* se soit livré à son bluff habituel, par exemple en écrivant : « Il n'est pas une usine en France, pas le moindre chantier, pas le plus petit village où la question de la lutte contre la guerre n'ait été posée à l'occasion du premier août. »

Le 5 août *L'Humanité* avait amalgamé les deux points de vue, de la manière suivante « ...Il apparaît indiscutablement que la journée du premier août a atteint son but dans une large mesure, car les masses laborieuses furent alertées contre la guerre comme jamais elles ne le furent auparavant. »

Nous nous bornons ici à quelques remarques sur cette journée.

1) Cette journée a d'abord montré que la bourgeoisie était capable de mener aujourd'hui de grandes offensives contre le parti communiste sans que le prolétariat s'en émeuve sérieusement. La police a montré dans son travail systématique qu'elle s'était adaptée aux nouvelles formes de lutte réclamées par l'aspect moderne de la lutte des classes. Ayant interdit une manifestation, la police a montré qu'elle était capable de faire respecter cette interdiction. Naturellement cette tactique

de la police a été rendue très facile parce que la date et les modalités de la « Journée rouge » ont été publiées deux mois à l'avance. Cela ne veut pas dire que le prolétariat, s'il est vraiment atteint, ne soit plus capable de défense. Mais cela prouve, contrairement à ce que claironne tous les jours *L'Humanité* que c'est en ce moment la bourgeoisie et non le prolétariat, qui est capable d'offensive. Avec une situation qui ira en s'empirant, avec la formation de meilleures organisations de combat, le prolétariat retrouvera sa force offensive. Pour cela il faut justement comprendre quelle est sa situation actuelle.

2) Il est apparu nettement que non seulement la masse du prolétariat restait indifférente aux appels du parti, mais que même les syndicats unitaires, les lecteurs de *L'Humanité*, qui sont directement sous l'influence du parti, ou bien restaient indifférents, ou bien se rebiffaient devant ses mots d'ordre. Il y a 300.000 membres à la C.G.T.U., et 200.000 lecteurs à *L'Humanité*. Il n'y eut cependant que quelques milliers de manifestants, 50.000 si l'on veut être optimiste. Le fait est très caractéristique. Le parti, par le canal de ses cadres, assez restreints, mais bruyants, et de *L'Humanité*, dont la propagande est violente et systématique, a fait une propagande énergique et continue, on ne peut pas dire le contraire. Malgré le scepticisme et la corruption qui le minent, il trouve encore les poignées de camarades nécessaires à son travail de propagande. On ne peut donc pas dire à proprement parler, que c'est le manque de dévouement, d'énergie, même appliqués à faux, qui empêche le parti de se faire écouter des masses. Ce qui lui manque, c'est de savoir adapter ses mots d'ordre au niveau de la conscience politique des masses, tout en les entraînant au dessus de ce niveau auquel les circonstances objectives les fixent. En ce qui concerne la lutte gréviste on voit très clairement les résultats de cette politique.

3) Il est clair que la question des menaces de guerre est de celles qu'un parti révolutionnaire et marxiste doit poser aujourd'hui devant le prolétariat. La façon dont la bourgeoisie réagit à la campagne, même maladroite, du parti, le prouve. Mais ce que les résultats obtenus par cette campagne prouvent aussi, c'est que la manière dont le parti lutte contre la guerre, en se bornant à en claiçonner « l'imminence » est fautive. Une politique de lutte contre la guerre, c'est une politique qui, outre le travail illégal et anti-militariste absolument nécessaire, sache lier cette question à toute celle de la situation du prolétariat dans la période actuelle. Or la direction du parti ne peut pas le faire, et elle ne comprend pas que sa surestimation de la « radicalisation » est contradictoire avec son appréciation de l'imminence de la guerre ; car une véritable « radicalisation des masses » serait justement le facteur qui reculerait « l'imminence » de la guerre, en donnant une situation favorable au prolétariat en cas de conflit.

Sur ces questions fondamentales que nous ne faisons aborder, et sur les réponses que l'opposition communiste y donne, nous reviendrons bientôt.

Devant la répression

Avant, pendant et après le premier août, le phénomène capital est la répression d'une intensité et d'une généralité extraordinaires par laquelle la bourgeoisie entend mater et détruire le mouvement révolutionnaire. La pratique des arrestations préventives en masse, l'invasion des réunions ouvrières, les déplacements de forces policières, l'intimidation, l'arrogance et la brutalité policières contre les moindres actes de propagande : distribution de tracts dans la rue, apposition de papillons, allocution aux sorties d'usine, passages à tabac systématiques, incarcérations sans justification, condamnations cyniques, tout l'appareil policier est lâché sur l'activité du parti dans le but de faire le vide autour de lui par la violence, de terroriser ses propagandistes, de museler sa propagande. La canaillerie suprême fut le coup de force de la B. O. P., tentative de frapper le parti communiste à la caisse dans ses œuvres vives, et, au moyen d'une faillite ou d'administration judiciaire, de provoquer, la disparition ou le rachat de l'Humanité, la disparition du parti, des syndicats et de toutes les

Sans aucun doute, les fautes du parti sont pour organisations qui rayonnent autour du parti. beaucoup dans la situation actuelle. Ce n'est pas la force du mouvement révolutionnaire ni le danger qu'il faut courir à la bourgeoisie qui expliquent le déchaînement de la répression, c'est sa faiblesse et la certitude qu'à la bourgeoisie de ne pas avoir devant elle contre son mauvais coup des masses serrées, colériques et résolues. Le parti communiste a engagé un dialogue avec la répression. Ses actes n'ont pas tendu à développer la conscience et la capacité révolutionnaires la classe exploitée. Le moment venu, il s'est trouvé coupé des masses. Et la répression frappe.

Pour nous, communistes de l'opposition, il va sans dire que notre rôle n'est pas d'assister en spectateurs à la répression et de compter les coups. Ce n'est pas parce que, la dégénérescence bureaucratique nous a éliminés du parti et que nous nous sommes trouvés pour un temps rejetés en bordure de la lutte politique qu'il nous appartient le moins du monde de nous en désintéresser. Il nous faut voir quel est le sens de cette répression. Or elle signifie que la bourgeoisie, profitant de la situation où s'est placé le parti, frappe en lui l'instrument actuel de la lutte prolétarienne. Elle essaie de se débarrasser de l'organisme qu'elle trouve devant elle et qui est l'actuelle organisation de combat du prolétariat. En l'accablant, elle essaie de faire place même, de débayer sa route, de se débarrasser de l'outil de lutte révolutionnaire.

Et à la faveur de cet écrasement, d'écarter pour un temps toute possibilité d'organisme de combat dirigé contre elle. Voilà le but de la destruction des libertés ouvrières et syndicales. Quand elle aura réussi par la violence, elle changera de politique : elle passera à la flatterie, à la douceur ; par une réforme peu couteuse elle essaiera de corrompre ou de diviser une partie de la classe ouvrière. Actuellement elle expérimente les limites de la démocratie. Assurément ces limites existent : le « complot » d'une magistra-

ture aux ordres qui prolonge les services de police avortera, la canaillerie du coup de force contre la B. O. P. se dégonflera. Mais la bourgeoisie s'assure que les limites que lui oppose la démocratie sont souples ; elle les force doucement, chaque fois davantage ; elle acquiert la certitude que le moment venu, elle pourra faire ce qu'elle voudra.

Donc la violence actuelle est dirigée directement contre le prolétariat : elle vise à éliminer l'organisme actuellement donné, le parti et par delà le parti à rendre impossible, à entraver, la vie et la croissance des organismes de lutte politique et économique du prolétariat, les partis et les syndicats révolutionnaires. A ce titre le combat est le nôtre.

En présence d'une apathie des masses qui est la conséquence de la politique fautive du parti, en présence d'une répression qui tente de décapiter le prolétariat de ses moyens de lutte, la tâche de l'opposition est de travailler à réveiller la classe ouvrière, et à la dresser contre la répression. D'une manière relative, pour quelques mois, peut être pour quelques années, c'est l'avenir du mouvement ouvrier, ses possibilités d'action et de propagande, qui sont en jeu. C'est aussi, toute résistance organisée écartée, le sort de la classe ouvrière qui est menacé. Les ouvriers doivent comprendre ce que veut atteindre et briser une bourgeoisie qui désire avoir les mains libres, aujourd'hui pour peser sur les salaires, demain pour faire la guerre. Il ne faut pas que puisse s'installer, à la faveur d'une lutte contre un parti auquel les masses n'ont pas lié leur sort, une conquête des rues, une domination sans partage des quartiers ouvriers, l'insolente violence d'une police à qui tout est permis.

L'IMPERIALISME ET LA

DECADENCE CAPITALISTE par PRIMUS

1 vol. prix 3 francs.

Librairie du Travail, 17, rue de
Sambre-et-Meuse. Paris.

La Lutte de Classes

paraît tous les mois

1, rue de la Réale, Paris 1^o

Le Numéro — 2 francs.

Abonnements :	FRANCE	ETRANGER
1 an	20 fr.	30 fr.
six mois ..	10 fr.	15 fr.

Compte Chèque postal : 1333.80 Naville-Paris.

« La Vérité »

L'opposition communiste est embryonnaire. Elle n'est pas formée ; elle se cherche. Pour se définir, pour atteindre les ouvriers les plus conscients, elle doit comprendre la situation, l'expliquer et agir. Les différentes tâches ne sont pas opposées ou disparates. Elles sont liées, et doivent être menées de concert. Elles ne forment qu'une seule activité. Pour mener cette activité avec fruit, il faut un instrument qui a toujours manqué à l'opposition communiste en France, et qui est un journal. En novembre 1928 nous avons fait un effort pour faire paraître un hebdomadaire qui servirait de lieu de rassemblement aux meilleures forces de l'opposition. Nous avons échoué.

Aujourd'hui un certain nombre de camarades ont repris cette initiative. Le journal hebdomadaire qui *doit* être le centre de ralliement et de renaissance du mouvement communiste en France, paraîtra dès le début de septembre.

C'est à la tâche que ce journal montrera de quoi il est capable dans la période présente. C'est en luttant qu'il se formera. Ce n'est donc qu'à l'épreuve qu'il devra être jugé.

Nous invitons tous nos lecteurs à s'y abonner, à le lire régulièrement, à le diffuser, et naturellement à l'aider par la critique et la discussion. Nos camarades continueront à trouver dans *La Lutte de Classes* les articles généraux et la documentation indispensable qui leur est nécessaire. Nous le répétons, tant que nous croirons notre revue utile, nous ferons les sacrifices qu'il faudra pour la faire paraître.

Que faire ?

Dans notre précédent numéro nous avons ouvert une enquête très large auprès de nos lecteurs, en leur demandant, sous forme de questions particulières, leur opinion sur la situation actuelle du mouvement communiste.

Nous avons voulu saisir cette occasion pour faire les commentaires appropriés aux réponses que nous aurons reçues, en profitant pour souligner nous mêmes les points sur lesquels aujourd'hui on peut construire solidement.

Jusqu'à ce jour nous n'avons reçu que peu de réponses. Et comme la place nous fait défaut dans le numéro, nous remettrons au prochain l'appréciation des réponses reçues.

Nous adressons un nouvel appel à tous nos lecteurs en leur demandant de répondre, dans la forme qui leur conviendra, à nos questions.

A la veille du congrès de la C.G.T.U., après la journée du premier août, pendant que les cadres du parti procèdent à une nouvelle épuration, *que pensez-vous des responsabilités de la direction du parti et de l'Internationale dans la crise actuelle ?*

Quelles sont d'après vous les causes objectives de cette crise ? (situation économique, état de la classe ouvrière).

Que pensez-vous de l'orientation de l'opposition ?

Comment concevez-vous le redressement du parti communiste ?

Répondez-nous, faites vos critiques, vos réflexions et vos propositions.

CAMARADES !

L I S E Z

LA VÉRITÉ

organe hebdomadaire
de l'opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris 10°
TOUS LES VENDREDIS

Demandez-la dans tous les kiosques

Abonnez-vous !

6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Adressez les fonds : Chèque postal :
P. Frank - 136.855, Paris.

Vient de paraître :

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition précédée
d'une notice sur Lissagaray
par A. Dunois

1 vol. de 600 pages 25 francs

A la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

Nous publierons dans notre prochain numéro une importante étude sur la situation en Angleterre. Ce numéro paraîtra à la fin de septembre.

Discours sur le programme

(Fin)

La deuxième phase

Camarades, la bourgeoisie a retiré aux socialistes son crédit parce qu'ils ne se sont pas montrés assez forts. Dans ces conditions, où donc peuvent-ils aboutir ? Ils en finiront très vite avec la comédie de la politique socialiste ; et si vous lisez le nouveau programme de ces messieurs, vous verrez qu'ils roulent à toute allure vers la deuxième phase, celle de la contre-révolution ouverte et, j'emploierai même la formule suivante : vers la restauration des conditions d'autrefois, d'avant la révolution. Quel est le programme du nouveau gouvernement ? C'est l'élection d'un président qui ait une situation intermédiaire entre celle du roi d'Angleterre et celle du président d'Amérique, (*très bien !*) donc presque un roi Ebert ; et deuxièmement la reconstitution du conseil fédératif. Vous avez pu lire aujourd'hui les exigences librement formulées par les gouvernements de l'Allemagne du Sud, qui soulignent le caractère fédératif de l'état allemand. La reconstitution du vieux et brave conseil fédéral et naturellement de son appendice, le Reichstag, n'est plus qu'une question de quelques semaines. Camarades, les Ebert-Scheidemann sont sur la voie de la simple restauration des conditions d'avant le 9 novembre. Mais ce faisant ils se sont placés eux-mêmes sur une pente savonneuse, qui les mènera au fond de l'abîme, où ils se briseront. Car la reconstitution des conditions d'avant le 9 novembre était déjà impossible le 9 novembre, et aujourd'hui l'Allemagne est à cent lieues de cette possibilité. Pour renforcer son appui auprès de la seule classe dont elle défend vraiment les intérêts, auprès de la bourgeoisie, dont l'appui lui manque visiblement depuis les récents événements, le gouvernement sera obligé de poursuivre une politique de plus en plus féroce contre-révolutionnaire. Ces exigences des états du sud que publient aujourd'hui les journaux de Berlin, montrent clairement le désir d'établir, comme il y est dit, une sécurité renforcée en Allemagne, c'est à dire en langage clair : déclarer l'état de siège contre les éléments « anarchistes », « putschistes », « bolchévistes », c'est à dire contre les éléments socialistes. Les circonstances pousseront Ebert-Scheidemann à s'emparer de la dictature avec ou sans état de siège. Mais il résulte de là que justement grâce au développement passé, grâce à la logique des événements mêmes et à la nécessité qui pèse sur Ebert-Scheidemann, nous assisterons durant la seconde phase de la révolution à des discussions beaucoup plus accentuées, à des luttes de classes beaucoup plus violentes (*très juste !*) que ce n'était le cas auparavant ; une discussion beaucoup plus vive, non seulement parce que les moments politiques que j'ai énumérés jusqu'ici conduisent à la lutte sans illusion, épaulée contre épaulée et les yeux dans les yeux, entre la révolution et la contre-révolution, mais aussi parce qu'une nouvelle flamme, un nouvel incendie venant de l'intérieur s'étend de plus en plus sur l'ensemble, et ce sont les luttes économiques.

Camarades, il est significatif pour la première période de la révolution que j'ai décrite, celle qui va jusqu'au 24 décembre, qu'elle était une révolution encore exclusivement politique, — c'est ce dont nous devons nous rendre compte très clairement ; — et c'est en cela que consiste l'aspect de début, le côté insuffisant, incomplet, et inconscient de cette révolution. C'était le premier stade d'un bouleversement, dont les tâches principales sont du domaine économique : changement des conditions économiques. Elle était naïve, inconsciente comme un enfant qui marche à tâtons sans savoir dans quel but, elle avait encore, comme je l'ai dit un caractère purement politique. Ce n'est que dans les dernières semaines que des grèves ont commencé à apparaître spontanément. Nous allons donc nous exprimer clairement :

La nature même de cette révolution veut que les grèves s'étendent de plus en plus, qu'elles soient de plus en plus le centre, le phénomène essentiel de la révolution. (*Très juste !*) On a alors une révolution économique, qui devient une révolution socialiste. Mais la lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses directement opposées au capitalisme, dans chaque usine, et par chaque prolétaire contre son employeur. Alors seulement ce sera une révolution socialiste.

La révolution socialiste

Mais ceux qui manquaient de réflexion se sont imaginé la marche des choses d'une manière différente. On pensait qu'il suffirait de renverser l'ancien gouvernement, de mettre à la tête un gouvernement socialiste, puis de publier des décrets qui instaureraient le socialisme. Ce n'était là encore qu'une illusion. On ne fait pas et on ne peut pas faire le socialisme au moyen de décrets, pas même lorsqu'existe un gouvernement socialiste, si parfait soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. Là où les prolétaires sont rivaux à la chaîne du capitalisme, c'est là que la chaîne doit être rompue. Cela seul est du socialisme, ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire du socialisme.

Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme ? C'est la grève, et c'est pourquoi nous avons vu maintenant la phase économique du développement venir au premier plan dans la seconde période de la révolution. Je voudrais souligner ici aussi ce que nous pouvons dire avec fierté et ce que personne ne contestera : nous, le Spartakusbund, le Parti Communiste allemand, nous sommes les seuls dans toute l'Allemagne, à être du côté des ouvriers en grève et en lutte. (*Très juste !*)

Vous avez lu et vous avez vu à toutes les occasions quelle a été l'attitude du Parti Indépendant en face des grèves. Il n'y avait absolument aucune différence entre l'attitude du *Vorwärts* et celle de la *Freiheit*. On a dit : soyez appliqués à la tâche, socialisme veut dire : beaucoup travailler. C'est ce qu'on peut dire aussi longtemps que le capitalisme tiendra les brides. Cependant ce

n'est pas ainsi qu'on fait du socialisme, mais uniquement par la lutte la plus énergique contre le capitalisme, dont les intérêts sont défendus partout à commencer par les plus extrêmes jusqu'au Parti Indépendant, et jusqu'à la *Freiheit*, notre seul Parti Communiste excepté. Cet exposé à lui seul suffit à montrer qu'aujourd'hui les grèves sont combattues de la manière la plus âpre par tous ceux qui ne sont pas sur notre terrain révolutionnaire communiste.

Cela prouve que dans la phase révolutionnaire à venir, non seulement les grèves s'étendront de plus en plus, mais qu'elles seront le centre, le point décisif de la révolution, refoulant les questions purement politiques. Vous reconnaîtrez ainsi qu'une aggravation énorme de la situation aura lieu par la lutte économique. Car ici la révolution en arrive au point où la bourgeoisie n'admet pas la plaisanterie. La bourgeoisie peut se payer des mystifications dans le domaine politique, là où une mascarade est encore possible, où des gens comme Ebert-Scheidemann peuvent entrer en scène sous des enseignes socialistes, mais elle ne l'admet plus quand il s'agit de son profit. Alors elle mettra le gouvernement Ebert-Scheidemann devant l'alternative suivante : en finir avec les grèves, écarter la menace d'assassinat que constitue pour elle le mouvement de grève, ou bien messieurs Ebert-Scheidemann auront terminé leur rôle. Je pense aussi que les mesures politiques qu'ils ont prises leur vaudront à elles seules d'être bientôt au bout de leur rôle. Il leur est particulièrement douloureux de ne pas avoir la confiance absolue de la bourgeoisie. La bourgeoisie réfléchira avant de couvrir du manteau d'hérmine le vigoureux parvenu Ebert. Si cela arrive, il ne s'agira finalement pas seulement d'avoir les mains tachées de sang, il leur faudra aussi avoir du sang bleu dans les veines, (*très bien !*) si cela arrive, on dira : si nous voulons un roi nous n'avons pas besoin d'un parvenu qui n'est pas même capable de se conduire comme un roi. (*Hilarité !*)

C'est ainsi, camarades, que messieurs Ebert-Scheidemann favorisent le mouvement contre-révolutionnaire. Ils ne viendront pas à bout de la lutte de classe économique qui jette des lueurs flamboyantes, pas plus qu'ils ne pourront satisfaire les exigences de la bourgeoisie. Ils sombreront soit pour céder la place à une tentative contre-révolutionnaire, qui se rassemble autour d'un monsieur Groener pour une lutte désespérée ou pour une véritable dictature militaire avec Hindenburg, soit pour céder devant d'autres forces contre-révolutionnaires.

On ne peut rien dire de précis, on ne peut pas faire de déclaration positive sur ce qui arrivera forcément. Mais il ne s'agit pas du tout de la forme extérieure, de l'instant auquel ceci ou cela arrivera, il nous suffit, à nous, de voir les grandes lignes du développement futur et voilà où celles-ci nous mènent : La première phase de la révolution, celle de la lutte qui a un caractère politique, est suivie d'une phase où la lutte est renforcée, où elle redouble de vigueur, où elle a un caractère économique et où le gouvernement Ebert-Scheidemann, dans un délai plus ou moins long, est appelé à disparaître.

L'Assemblée Nationale

Il est tout aussi difficile de prévoir ce qui adviendra de l'Assemblée Nationale dans la seconde phase du développement. Si elle est constituée, il est possible qu'elle devienne une nouvelle école pour la classe ouvrière. Il se peut aussi qu'elle ne soit pas constituée du tout ; on ne peut rien prédire. Pour que vous compreniez, je veux seulement ajouter entre parenthèses, de quel point de vue nous avons défendu hier notre position : nous ne voulions pas qu'on s'oriente sur une seule de ces éventualités. Je ne veux pas entamer ici de nouvelles discussions, mais seulement dire ceci pour que personne d'entre vous, à m'entendre superficiellement, n'ait l'idée que je parle tout à coup sur un autre ton. Nous sommes dans l'ensemble exactement sur le même terrain qu'hier. Nous ne voulons pas orienter notre tactique vis-à-vis de l'Assemblée Nationale, sur la possibilité pour cette Assemblée de tomber dans le lac, ce qui peut bien arriver sans être certain. Nous voulons qu'elle puisse parer à toute éventualité, donc aussi à celle de faire profiter la révolution de l'Assemblée Nationale, si elle se constitue. Qu'elle se constitue, ou non, cela n'a pas d'importance ; de toute façon la révolution doit l'emporter.

Socialisme et bourgeoisie

Et que restera-t-il alors, au gouvernement usé d'Ebert-Scheidemann, ou à n'importe quel autre gouvernement dit social-démocrate qui tiendra le gouvernail ? J'ai dit que le prolétariat en tant que masse leur a déjà échappé des mains ; les soldats de leur côté ne sont plus utilisables comme chair à canon contre-révolutionnaire. Que restera-t-il donc à ces pauvres petites gens pour sauver leur situation ? Il ne leur restera qu'une seule chance, et si vous avez lu les nouvelles dans la presse d'aujourd'hui, camarades, vous avez vu où sont les dernières réserves que la contre-révolution allemande utilisera contre nous, s'il faut cogner dur. Vous avez lu qu'à Riga les troupes allemandes marchent contre les bolchéviks russes, côte à côte avec les anglais. Camarades, j'ai entre les mains des documents, grâce auxquels nous pouvons nous rendre compte de ce qui se passe à Riga. Tout part du commandement général de la 8^e armée et de monsieur Auguste Winnig, le social-démocrate et chef syndical allemand. On a toujours présenté les choses de façon à faire croire que les pauvres messieurs Ebert-Scheidemann étaient les victimes de l'Entente. Mais c'était une tactique du *Vbrwaerts* depuis des semaines déjà, depuis le début de la révolution, de faire croire que l'étranglement de la révolution en Russie était le désir réel de l'Entente, et c'est ce qui en a donné l'idée à l'Entente. Nous avons constaté ici par des documents comment cela a été fait au dépens du prolétariat russe et de la révolution allemande. Dans un télégramme du 26 décembre le lieutenant-colonel Buerkner, chef de l'Etat-major de la VIII^e armée fait connaître les pourparlers qui ont abouti à cet arrangement de Riga. Le télégramme en question est ainsi conçu :

« Le 23. 12 eut lieu consultation entre délégué allemand Winnig et représentant gouvernement anglais autrefois consul général à Riga Mousanquet à bord vapeur anglais « Princess Margret » à

laquelle fut convoqué, aussi commandant en chef allemand ou son représentant. J'ai été désigné pour y participer.

Buts des pourparlers :

Exécution des conditions d'armistice.

Développement des pourparlers :

Anglais :

1. Bateaux en rade doivent surveiller exécution des conditions. En raison des conditions d'armistice il sera exigé :

2. Que les Allemands aient à entretenir dans cette contrée une armée de combat suffisante pour tenir les bolchévistes en respect et pour ne pas leur permettre d'avancer au delà de leurs positions actuelles.

Ensuite :

3. Ordres pour les troupes qui se battent contre les bolchévistes, aussi bien allemandes que lettones, devront être envoyés à l'officier d'état-major britannique pour que le plus ancien officier de marine en prenne connaissance. Le même officier devra transmettre toutes les dispositions ultérieures concernant les troupes désignées pour la lutte contre les bolchévistes.

4. Une force armée suffisante devra être tenue sous les armes aux places désignées ci-dessous, pour empêcher qu'elles soient prises par les bolchéviks et pour empêcher ces derniers d'avancer sur une ligne générale qui relie les places suivantes : Walk, Wolmar, Wenden, Friedrichstadt, Pensk, Mitau.

5. La voie ferrée entre Riga et Libau doit être protégée contre les assauts bolchéviks et toutes les provisions et le courrier britanniques, qui utilisent cette voie, doivent jouir d'un traitement de faveur.

Suit une autre série de demandes. Et voici la réponse de monsieur Winnig, plénipotentiaire allemand :

« Bien qu'il ne soit pas habituel de vouloir forcer un gouvernement à occuper un état étranger, cela serait cependant, dans ce cas particulier, notre propre désir, »

dit monsieur Winnig, le chef des syndicats allemands ! —

« car il s'agit de protéger le sang allemand, » — les barons baltes —

« et nous nous sentons moralement forcés d'aider le pays que nous avons délivré de ses liens étatiques d'autrefois. Mais nos tentatives sont rendues difficiles d'abord par l'état des troupes, qui, influencées par les conditions de l'armistice, ne veulent plus se battre, mais rentrer chez eux ; elles se composent d'ailleurs de gens vieux et invalides de guerre ; ensuite par la conduite des gouvernements d'ici, »

cela veut dire les gouvernements lettons —

« qui font des allemands leurs oppresseurs. Nous nous efforçons de créer des unions volontaires et combattives, ce qui, en partie, a déjà été effectué. »

C'est de la contre-révolution, ce qu'on fait ici. Il y a quelque temps vous avez été informé de la création de la « division de fer » qui a été créée expressément pour lutter contre les bolchévistes dans les pays baltes. La position du gouvernement Ebert-Scheidemann à son sujet n'était pas très claire. Vous savez maintenant, que c'était ce gouvernement lui-même qui en a fait la proposition.

Camarades, encore une petite réflexion au sujet de Winnig. Nous pouvons tranquillement dire que

les chefs syndicaux allemands — et ce n'est pas un hasard qu'un chef de syndicat rende de pareil services politiques — que les chefs syndicaux allemands et les social-démocrates allemands sont les plus grandes, les plus infâmes crapules que le monde ait jamais vu. (*approbations et applaudissements enthousiastes.*) Savez-vous où devraient être ces gens, comme Winnig, Ebert, Scheidemann ? Selon le code pénal allemand, qu'ils déclarent eux-mêmes pleinement valable, et selon lequel ils font appliquer la justice, ces gens devraient être aux travaux forcés ! (*acclamations et applaudissements enthousiastes.*) Car selon le code pénal allemand on punit de travaux forcés quiconque entreprend d'enrôler les soldats allemands pour le service de l'étranger. Et nous pouvons dire tranquillement qu'aujourd'hui nous avons à la tête du gouvernement « socialiste » non seulement des gens qui sont des judas du mouvement socialiste, de la révolution prolétarienne, mais des forçats qui ne devraient même pas se trouver dans une société convenable. (*approbation enthousiaste.*)

A ce sujet je vous lirai à la fin de mon rapport une résolution, pour laquelle j'attends votre approbation unanime, afin que nous puissions avancer avec l'énergie nécessaire contre ces gens qui dirigent maintenant les destinées de l'Allemagne.

Camarades, pour reprendre le fil de mon exposé : il est clair que toutes ces machinations, la création de divisions d'acier et avant tout l'accord avec l'impérialisme anglais que nous venons de mentionner signifient uniquement la levée des dernières réserves pour assommer le mouvement socialiste allemand ; mais à celle-ci est intimement liée la question cardinale, la question relative aux perspectives de paix. Que voyons-nous d'autre dans ces affaires que le recommencement de la guerre ? Tandis que ces canailles jouent une comédie en Allemagne et font semblant d'avoir à faire par dessus la tête pour rétablir la paix et que nous sommes les gens, les trouble-fêtes qui provoquons le mécontentement de l'Entente, ils préparent de leurs propres mains une nouvelle guerre, la guerre dans l'Est, qui sera suivie immédiatement de la guerre en Allemagne. Ainsi vous voyez ici encore une situation qui nous mènera à une période de discussions accentuées. Nous aurons à défendre non seulement le socialisme, et les intérêts de la révolution, mais aussi ceux de la paix mondiale, et c'est là justement la confirmation de la tactique que nous, membres du Spartakusbund, étions encore les seuls à préconiser à chaque occasion pendant toutes ces quatre années de guerre. La paix signifie révolution mondiale du prolétariat ! Il n'y a pas d'autre voie pour rétablir et assurer véritablement la paix, que la victoire du prolétariat socialiste ! (*vives approbations.*)

Demain

Camarades, quelle est la ligne de tactique générale qui en résulte pour nous pour le proche avenir ? Vous aurez immédiatement l'espoir de la chute du gouvernement Ebert-Scheidemann qui devra être immédiatement remplacé par un gouvernement nettement socialiste-prolétarien. Cependant, je voudrais diriger votre attention non

pas vers la pointe, vers en haut, mais vers en bas. Il ne faut pas continuer et répéter l'illusion de la première phase de la révolution, celle du 9 novembre, comme s'il était suffisant pour la marche de la révolution socialiste d'écraser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre. La victoire de la révolution prolétarienne ne peut être assurée que si on agit dans l'autre sens, si on mine pas à pas le gouvernement Ebert-Scheidemann par une lutte de masse sociale, révolutionnaire du prolétariat. Je voudrais aussi vous rappeler ici quelques insuffisances de la révolution allemande, qui n'a pu vaincre dans sa première phase ; ces insuffisances montrent clairement que nous ne sommes malheureusement pas encore à même d'assurer par la chute du gouvernement la victoire du socialisme. J'ai essayé de vous exposer que la révolution du 9 nov. était avant tout une révolution politique, mais qu'elle doit cependant devenir essentiellement économique. Mais elle n'était en outre qu'une révolution des villes, la campagne étant restée jusqu'ici presque intacte. Ce serait une folie de réaliser le socialisme sans agriculture. Du point de vue de l'économie socialiste on ne peut d'ailleurs pas transformer l'industrie, sans l'assimilation immédiate d'une agriculture dont l'organisation est devenue socialiste. L'idée la plus importante de l'ordre économique socialiste est la suppression du contraste et de la séparation entre la ville et la campagne. Cette séparation, ce contraste, cette contradiction est un phénomène purement capitaliste qui doit être levé aussitôt que nous nous plaçons au point de vue socialiste. Si nous voulons sérieusement faire une transformation socialiste, il faut fixer votre attention aussi bien sur la campagne que sur les centres industriels et là nous n'en sommes malheureusement même pas au début du commencement. Il faut maintenant s'en occuper sérieusement non seulement parce que nous ne pouvons pas socialiser le pays sans l'agriculture, mais aussi parce qu'ayant maintenant fait le compte des dernières réserves de la contre-révolution contre nous et nos aspirations, nous avons omis une réserve importante, la paysannerie. C'est parce qu'elle n'a pas encore été touchée jusqu'ici qu'elle est encore une réserve pour la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Et la première chose qu'elle fera quand elle verra brûler la flamme de la grève socialiste, ce sera la mobilisation de la paysannerie, l'adepte le plus fanatique de la propriété privée. Il n'y a pas d'autre moyen contre cette puissance contre-révolutionnaire qui nous menace, que de porter la lutte de classes à la campagne, de mobiliser le prolétariat sans terre et la petite paysannerie contre la paysannerie. (*Bravo ! et applaudissements.*)

Les Conseils d'ouvriers et de soldats

Cela nous dicte notre ligne de conduite pour assurer les bases de la réussite de la révolution. Voici comment je voudrais résumer nos tâches prochaines : il faut avant tout perfectionner et étendre dans tous les sens le système des conseils d'ouvriers et de soldats, avant tout le système des conseils d'ouvriers. Ce que nous avons entrepris le 9 nov. ne sont que des faibles débuts et ce n'est pas tout. Dans la première phase de la ré-

volution nous avons même perdu de grands moyens de puissance que nous avions. Vous savez que la contre-révolution a entrepris un travail continu pour démolir le système des conseils d'ouvriers et de soldats. En Hesse les conseils d'ouvriers et de soldats ont d'ailleurs été supprimés par le gouvernement contre-révolutionnaire, à d'autres endroits on leur arrache les moyens d'action. C'est pourquoi nous devons non seulement perfectionner le système des conseils d'ouvriers et de soldats, mais introduire ce système des conseils parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Nous devons prendre le pouvoir, nous devons poser la question de la prise du pouvoir de cette manière : que fait, que peut faire, que doit faire chaque conseil d'ouvriers et de soldats dans toute l'Allemagne ? (*Bravo !*)

C'est là qu'est le pouvoir ; il faut miner à la base l'Etat bourgeois, non plus en divisant mais en unissant partout le pouvoir public, la législation et l'administration et en les mettant dans les mains des conseils d'ouvriers et de soldats.

Camarades, c'est là un champ énorme à labourer. Il faut préparer d'en bas, donner aux conseils des ouvriers et de soldats un tel pouvoir que quand le gouvernement Ebert-Scheidemann ou n'importe quel gouvernement semblable sera renversé, ce ne soit que le dernier acte. Ainsi la conquête du pouvoir ne doit pas être unique, mais progressive, par le fait que nous nous insinuons et nous enfonçons dans l'Etat bourgeois jusqu'à ce que nous possédions toutes les positions et que nous les défendions avec nos dents et avec nos ongles. Et à mon avis et à celui de mes camarades de parti les plus proches, la lutte économique, elle aussi, doit être menée par les conseils ouvriers. La direction des luttes économiques et l'amplification de ces luttes dans des voies de plus en plus larges doit être entre les mains des conseils ouvriers. Les conseils ouvriers doivent avoir tout le pouvoir dans l'Etat. C'est dans cette direction que nous devons travailler dans le proche avenir, et si nous nous proposons cette tâche il en résulte que nous devons compter avec une accentuation colossale de la lutte pour l'avenir. Car il s'agit ici de lutter pied à pied, épaule contre épaule dans chaque état, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque commune, pour transmettre tous les moyens d'action de l'Etat, qui devront être arrachés à la bourgeoisie pièce à pièce, aux conseils d'ouvriers et de soldats. Mais pour cela il faut d'abord que nos camarades de parti, que les prolétaires soient éduqués. Là même où existent des conseils d'ouvriers et de soldats, manque encore la conscience de ce à quoi les conseils d'ouvriers et de soldats sont destinés. (*Très juste !*)

Il faut d'abord éduquer la masse et lui faire comprendre que le conseil d'ouvriers et de soldats doit être le levier de la machine d'Etat dans tous les sens, qu'il doit s'emparer de tous les pouvoirs et les diriger tous vers le bouleversement socialiste. Même les masses ouvrières qui sont déjà organisées dans les conseils d'ouvriers et de soldats sont encore à mille lieues de cette conception, excepté naturellement certaines petites minorités de prolétaires, conscients de leurs tâches. Mais ce n'est pas là un défaut ; cela est normal, au contraire. La masse, en prenant le pouvoir doit apprendre à exercer le pouvoir.

Il n'y a pas d'autre moyen de le lui apprendre. Car nous avons heureusement dépassé l'époque

où il s'agissait de faire l'éducation socialiste du prolétariat. — Cette époque semble encore exister aujourd'hui pour les marxistes de l'école kautskyste. Faire l'éducation socialiste des masses prolétariennes, cela signifie : leur faire des conférences et propager des tracts et des brochures. Non, l'école socialiste des prolétaires n'a pas besoin de tout cela. Elle éduque en agissant.

C'est ici le cas de dire : au commencement il y eut l'action ; et l'action doit consister en ce que les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés et apprennent à être le seul pouvoir public de tout le pays. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons creuser le sol pour qu'il devienne mûr pour le bouleversement qui devra ensuite couronner notre œuvre. Et c'est pourquoi, camarades, c'était avec préméditation et consciemment que nous vous disions hier, que moi particulièrement je vous disais : ne continuez pas à vous rendre la lutte aussi facile ! Quelques camarades ont interprété cela comme si je pensais que pour boycotter l'assemblée nationale ils voulaient rester les bras croisés. Je n'ai jamais songé à cela. Je n'ai pas pu approfondir la question ; j'en ai la possibilité dans le cadre et le rapport d'aujourd'hui. Je pense que l'histoire ne nous rend pas la tâche aussi facile qu'elle l'était pour les révolutions bourgeoises ; il ne suffit pas de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines ou quelques nouveaux hommes. Il faut que nous travaillions de bas en haut, et cela correspond justement au caractère de masse de notre révolution avec les buts qui visent le fond de la constitution sociale, cela correspond au caractère de la révolution prolétarienne actuelle, à savoir que nous devons faire la conquête du pouvoir politique non pas par en haut, mais par en bas. Le 9 novembre fut la tentative d'ébranler le pouvoir public, la domination de classe — tentative faiblarde, incomplète, inconsciente, chaotique. Ce qui reste à faire maintenant, c'est diriger avec pleine conscience la force entière du prolétariat sur les fondements de la société capitaliste. A la base, où l'entrepreneur particulier est en face de son esclave salarié, à la base où tous les organes d'exécution de la domination de classe politique sont en face des objets de cette domination, en face des masses, c'est là que nous devons arracher aux chefs du gouvernement leurs moyens de puissance pied à pied et les amener à nous. En faisant cette description, le processus a peut-être l'air d'être plus long qu'au premier moment on aurait envie de se le représenter. Je crois qu'il est sain pour nous de nous représenter très nettement toutes les difficultés et toutes les complications de cette révolution. Car j'espère que chez aucun de vous cette description n'aura une action paralysante sur votre ardeur ou votre énergie, qu'au contraire cela sera comme pour moi : plus la tâche est grande plus nous rassemblerons toutes nos forces ; et nous n'oublions pas que la révolution sait accomplir ses œuvres avec une *vitesse* extraordinaire. Je ne veux pas faire de prophéties quant au temps que ce processus nécessitera. Qui de nous fait des comptes, qui donc s'en occupe, pourvu que notre vie suffise pour y parvenir ! Il s'agit seulement de savoir clairement et exactement ce qu'on doit faire ; et ce qu'on doit faire, j'espère avec mes faibles moyens vous l'avoir à peu près exposé dans les grandes lignes. (*Applaudissements.*)

Rosa Luxembourg.

..... LES LIVRES

NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE. (Cours moyen. Certificat d'Etudes). *Edition l'Ecole Emancipée.* (En vente à la *Librairie du Travail*).

Le camarade Richard a publié, sous ce titre, un manuel d'Histoire de France qui mérite d'être signalé à nos lecteurs.

L'auteur divise l'histoire de ce pays en quatre grands tableaux : *Le moyen âge, Les temps modernes, La révolution et l'Epoque contemporaine.*

Ce tableau donne surtout une vue d'ensemble sur l'époque gallo-romaine, la conquête des Arabes, Charlemagne, etc., en débarrassant l'enfant des noms des Rois et des tableaux chronologiques fastidieux qui n'ont d'intérêt que pour un historien spécialiste de la question.

Les quatre tableaux du livre sont subdivisés de la même manière : *Le travail, Les idées, Le Gouvernement.* Ainsi l'instituteur qui adoptera ce manuel promènera ses élèves à travers tous les âges de l'histoire en leur inculquant dans l'esprit, que *le Travail*, le progrès technique, sont à la base de l'histoire et que *les idées* et *le gouvernement* n'en sont que l'émanation naturelle. Richard souligne très nettement dans la mesure où la documentation le lui permet, la signification de classes des événements, des hommes politiques et des auteurs mêmes. Ainsi, par exemple, c'est l'ambition des commerçants Génois et Vénitiens qui poussa « les croisés » à conquérir Constantinople, port maritime d'une grande importance commerciale. Les normands soutenaient les Anglais dans la guerre de cent ans parce que ces derniers étaient leurs principaux consommateurs de draperies. Le manuel détruit les légendes et les lamentations bourgeoises sur les jacqueries du moyen âge, la révolution de 1789 et, surtout, la Commune. Les violences commises au cours de ces événements par le prolétariat contre son oppresseur sont décrites d'une manière à en rendre fiers les jeunes lecteurs.

Il est incontestable que, si la classe ouvrière concevait l'histoire comme cet ouvrage essaie de la présenter, elle aborderait la réalité plus franchement, sans contrainte ni préjugé.

Elle comprendrait plus facilement que dans un régime de classes vie et violence sont synonymes, et que la lutte du prolétariat pour son affranchissement est une nécessité légitimée historiquement.

Il serait erroné de représenter cet ouvrage comme une histoire marxiste de la France en tant que monument historique d'une valeur définitive. Je pense que l'auteur n'en eût jamais la prétention. Ce qui n'a pas empêché Bruhat, « savant » de l'Ecole Normale Supérieure, oppositionnel répent et maintenant suiveur des Jeunesses, de taxer ce travail utile de contre-révolutionnaire. Il est vrai que son auteur n'est pas dans « la ligne ».

Il n'est pas superflu d'ajouter que ce manuel n'a rien de ce langage provoquant qu'on a l'habitude de tenir à nos pionniers. Sa rédaction est modeste et convaincante. C'est un travail scientifique de bonne propagande et non un travail d'agitation recouvert d'une « étiquette scientifique » comme le sont tous les autres manuels d'histoire.

J. LAPIERRE.

Le sens du conflit Sino - Russe

DEUX SCHEMAS FACILES

Un schéma facile qui fait le fond des articles de l'*Humanité* sur ce sujet, en dépit de quelques retouches prudentes, consiste à faire du conflit sino-soviétique le point culminant de la grande conspiration machiavélique ourdie par l'Impérialisme international contre l'U.R.S.S., et le début de l'agression mondiale anti-soviétique. Dans cette hypothèse la Chine est jugée par avance, surtout pour des raisons morales (trahison de la Révolution ouvrière et paysanne par le Kuomintang), incapable d'une politique autonome, elle n'est qu'un pantin entre les mains des grands impérialismes auxquels on suppose d'autre part une cohésion parfaite lorsqu'il est question de réaliser le front anti-soviétique.

Un autre schéma, non moins facile, dont use et abuse la presse social-démocrate, suivie en cela, à notre grand regret de le constater, par la *Révolution Proletarienne* (voir l'article de Louzon) et *Contre le Courant*, consiste à voir dans le conflit sino-soviétique, d'une part, la continuation d'une politique anti-impérialiste conséquente pour la Chine, d'autre part, un nouveau signe de la dégénérescence impérialiste de l'Union soviétique dont la politique extérieure est ravalée à défendre âprement une survivance tsariste.

Ni l'un, ni l'autre de ces schémas n'est conforme à la réalité, ni l'un, ni l'autre ne peut être considéré comme une analyse objective, vraiment marxiste et révolutionnaire de la situation. Dans l'un et dans l'autre cas il ne s'agit que d'alimenter d'exemples des positions polémiques : pour la presse communiste officielle de trouver une illustration au mythe destiné à tenir en haleine, à défaut d'action sérieuse, la clientèle d'un parti bureaucratique, pour la social-démocratie et la partie des publications oppositionnelles qui l'ont suivi dans cette voie, d'alimenter la polémique contre les couches dirigeantes de l'Internationale Communiste.

LE CHEMIN DE FER DE L'EST CHINOIS

Un rapide historique des origines du chemin de fer chinois est nécessaire pour situer le problème dans sa spécification actuelle. Le chemin de fer est à l'origine (1896) un moyen d'expansion de l'impérialisme tsariste en Extrême-Orient, compensation de ses visées contrariées en Extrême-

Orient. C'est une vaste voie ferrée de 1.700 km. à travers la Mandchourie du Nord, reliant Tchi-ta à Vladivostok avec embranchement sur Port-Arthur, dont la Chine concède la construction à une Banque Russo-Asiatique, société mixte russo-chinoise, mais, où les russes ont, en fait, sinon en droit, la prépondérance. En 1907, à la suite de la guerre Russo-Japonaise, la Russie, vaincue, est obligée de consentir à un partage d'influence avec le Japon en Mandchourie : le Japon reçoit l'embranchement de Port-Arthur, qui prend le nom de Sud-Mandchourien. De 1917 à 1924 la situation politique et juridique du chemin de fer de l'Est devient extrêmement confuse et elle est surtout caractérisée par un effort des grands impérialismes, pour le soustraire à la main-mise chinoise ou soviétique et s'en assurer le contrôle. De 1918 à 1920 l'exploitation est gérée par la Commission interalliée du Ravitaillement sous une direction américaine, puis, à partir de 1920 jusqu'en 1924, la Banque Russo-Asiatique et la Chine se partagent l'exploitation. Les années 1920 et 1923 sont marquées par des tentatives infructueuses de la Chine pour recouvrer le chemin de fer, tentatives enrayées par les grandes puissances. En 1924, une entente entre le gouvernement chinois et le gouvernement soviétique fait du chemin de fer la propriété des deux Etats et l'objet d'une gestion commune. Cet accord est beaucoup plus une entente commune, réalisée contre les grands impérialismes au détriment de la Russo-Asiatique que la continuation de l'ancienne politique tsariste.

DU COTE CHINOIS

La manœuvre chinoise contre le chemin de fer de l'Est et la Russie soviétique n'est que le point culminant d'une tension sino-soviétique qui date, en réalité, de l'écrasement, par les chefs militaristes, de la Révolution ouvrière et paysanne. Les agressions de toute espèce contre les postes diplomatiques soviétiques étaient devenues la règle sous le prétexte, réel ou faux, de propagande communiste et jusqu'à ces derniers temps, seuls étaient demeurés les consulats de Kharbine et de Moukden. C'est que des raisons de politique intérieure avaient fait opérer une volte-face à la politique extérieure de la Chine nationaliste. La politique anti-russe de la bourgeoisie et des militaristes chinois est le type même de la politique extérieure dictée par des raisons politiques intérieures. Au moment où la période héroïque de la lutte contre les grands

impérialismes est passée, où la lutte contre les privilèges d'exterritorialité a pris une forme plus que courtoisement diplomatique, il s'agit de trouver une diversion au sentiment national chinois. Déplacer dans la direction de la Russie soviétique la pointe du sentiment national chinois jusqu'alors dirigée traditionnellement contre l'Angleterre, assurer ainsi, à peu de frais, vu l'isolement diplomatique et la faiblesse relative militaire de l'U.R.S.S., la cohésion morale que donne à un gouvernement une menace de guerre, faire du sentiment national chinois un sentiment anti-soviétique et par conséquent résolument anti-communiste et bourgeois, tel est l'objet de cette politique. Elle vaut ce que valent toutes les politiques démagogiques qui comptent plus avec les sentiments qu'avec des réalités. C'est en ce sens qu'il y a une politique autonome chinoise, politique qui n'est, d'ailleurs, qu'un reflet de la décadence militariste et bourgeoise de la Révolution. Dans ces conditions, y a-t-il réellement danger de guerre ? Non, car il suffit que l'objectif sentimental soit atteint, que le prestige soit affirmé, qu'il y ait une menace et non pas guerre. On a prêté à la Chine des objectifs plus élevés : il s'agirait d'une guerre nationale d'unification chinoise contre la Russie, de même que la guerre franco-allemande de 1870 a été une guerre d'unification nationale allemande ; mais c'est ridiculement exagérer la capacité militaire de la Chine et confondre gratuitement Bismarck et Chang-Kai-Chek. En fait, aucune guerre nationale ne guérirait l'anarchie politique chinoise dont le secret est dans la crise agraire, et l'on voit difficilement les armées de mercenaires chinois, plus accoutumés à passer dans le champ du plus offrant qu'à se battre, faire une guerre sérieuse où les grandes puissances et non la bourgeoisie chinoise croqueraient allègrement les marrons tirés du feu.

DU COTE SOVIETIQUE

La politique soviétique en Extrême-Orient n'est pas une politique impérialiste, mais en elle se reflète la prodigieuse déformation que fait subir la bureaucratie à ce qui devrait être une attitude révolutionnaire conséquente. Comme la politique intérieure, la politique extérieure de Staline a ses zigzags : du pacifisme bêlant au chauvinisme délirant, sans trouver l'équilibre de sang froid et de dignité qui conviendrait. Ici comme en Chine ce sont des raisons de politique intérieure qui dictent en partie la politique extérieure. La cristallisation du sentiment national et du sentiment révolutionnaire autour des dangers de guerre sert à pallier provisoirement à des contradictions intérieures menaçantes, aussi bien en Russie que dans l'Inter-

nationale. Le zigzag est, pour l'heure, au chauvinisme, qui fait, d'ailleurs, le jeu de l'adversaire. La seule politique révolutionnaire conséquente serait, au contraire, celle qui ne consiste pas à s'immobiliser sur des questions de prestige, mais à tendre tous les efforts vers une solution, qui, même au prix d'un compromis, serait réalisée en dehors de l'intrusion des grandes puissances.

DU COTE DES GRANDES PUISSANCES

La politique des grandes puissances ne consiste pas, en effet, à préparer pour l'heure l'agression anti-soviétique à l'aide de la Chine, mais à préparer un retour, à la faveur de la bagarre, au statut de 1918-20 ou tout au moins de 1920-24, c'est-à-dire, au contrôle international de la ligne ou à la restauration de la RussoAsiatique dans ses droits. C'est le sens de la note Stimson à laquelle la *Rabotchaia Gazeta* a fait allusion, et de la démarche de Briand visant à l'application de la procédure Kellog. Le pacte Kellog que l'U.R.S.S. avait signé au temps de son zig-zag pacifiste, montre ici sa véritable face impérialiste. De là vient l'attitude de neutralité et d'impartialité apparente, ni en faveur de la Chine, ni en faveur de l'U. R. S. S., de la grande presse. La *Revue Politique et Parlementaire* laisse d'ailleurs entrevoir la nécessité d'une solution internationale, c'est-à-dire aux bénéfices des grandes puissances, du conflit. Elle argue à ce sujet des capitaux américains et européens engagés dans l'affaire, et des intérêts japonais. L'homogénéité des prétentions impérialistes n'est d'ailleurs sans doute qu'apparente : les intérêts des impérialismes européens, de l'impérialisme asiatique nippon et de l'impérialisme nord-américain, étant très distincts.

DANGERS DE GUERRE ?

Il importe de n'exagérer ni dans un sens ni dans l'autre. Il est certain que le marché russe et le marché chinois sont appelés à devenir le champ de compétition des grands impérialismes, lorsque les contradictions internationales seront suffisamment mûries et éclaircies. Mais c'est la liquidation de la dernière guerre et de ses embarras sans cesse renaissants, la conférence de La Haye, qui occupe pour l'heure l'attention des grands impérialismes, plutôt que la préparation immédiate d'une nouvelle guerre. Une solution « pacifiste » à la sauce Kellog, du conflit sino-soviétique, semble bien être la leur. Ni la Russie, ni la Chine, ni les grands impérialismes ne veulent réellement la guerre pour l'heure. En l'occurrence ceux qui souhaitent réellement la guerre, ce sont les gardes blancs de Se-

menov, pressés de renouveler leurs exploits de banditisme, qui s'agitent à la frontière et sont déjà responsables de la plupart des incidents dont beaucoup seraient très graves, si des causes profondes de guerre étaient déjà réellement mûries.

Pour juger de l'imminence d'une guerre, il faut distinguer les conditions profondes des causes secondes qui ne sont que des prétextes mais sont les plus apparentes. Lorsque ces causes profondes existent vraiment, le moindre incident peut mettre le feu aux poudres. Lorsqu'elles ne sont pas encore suffisamment mûries, des incidents très graves peuvent rester, provisoirement, sans conséquence.

André ARIAT.

IMPERIALISME ET DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

Réponse à Louzon

La Révolution Proletarienne publie, sous ma signature, accompagnées d'une longue réponse de Louzon, quelques réflexions hâtivement jetées sur le papier au sujet du conflit sino-soviétique, à l'occasion d'une correspondance administrative avec son secrétaire. Elle fait précéder ma lettre d'un chapeau, d'après lequel, la *Vérité*, organe de l'opposition communiste, annonce que Trotsky se désolidarise entièrement des accusations d'impérialisme rouge lancées contre l'Union Soviétique dans divers milieux d'opposition. Je m'empresse de dire qu'entre ma lettre à Chambelland et la note de la *Vérité* il n'y a aucun lien.

Dans cette lettre je m'élevais contre l'application abstraite, métaphysique et formelle des notions d'impérialisme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au conflit sino-soviétique dans l'article de Louzon du 15 août. Le nouvel article de Louzon me confirme dans la justesse de ce reproche.

Pour Louzon, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un absolu et c'est en fonction de ce droit qu'il considère l'impérialisme qui consiste à le violer. La Russie rouge, dans l'affaire du chemin de fer de l'Est viole le droit de la Chine qui réclame son autonomie économique. Elle est donc impérialiste. L'affaire est jugée.

L'impérialisme, tel que l'entend Louzon est la volonté de puissance abstraite d'un peuple dans ses rapports avec d'autres peuples. C'est la notion idéaliste et juridique de l'impérialisme. L'impérialisme est condamné au nom d'un principe de droit international. Cette notion idéaliste de l'impérialisme c'est le mythe de la démocratie révolutionnaire, mythe bon à tout faire et qui a déjà reçu les acceptions les plus diverses. Ce n'est en aucune façon une notion scientifique et concrète. La notion économique et matérialiste de l'impérialisme c'est l'expansion capitaliste sous

certaines formes précises. L'impérialisme n'est ni une politique contingente ni un défaut moral. Il est déterminé nécessairement par un certain développement des forces productives et se propose des objectifs précis (appropriation directe ou indirecte de sources de matières premières ou de main-d'œuvre à bon marché, de débouchés pour les marchandises et les capitaux). Il ne peut être déraciné de la base d'une économie capitaliste. Je ne pense pas qu'il soit venu à l'idée de Louzon, surtout après son article sur l'enrayement de Thermidor, que la croissance des éléments capitalistes dans l'économie soviétique est arrivée à ce point de maturité qu'elle exige une expansion impérialiste, auquel cas, il n'y aurait, d'ailleurs, qu'à constater et non à s'indigner, mais à agir en conséquence. Mais Louzon s'indigne, c'est donc qu'il considère l'impérialisme qui, selon lui, se manifeste dans la politique extérieure soviétique, comme une politique contingente que, avec un peu de bonne volonté, on pourrait changer et qui n'est qu'un vice moral hérité de l'ancien régime, donc, que cet observateur d'ordinaire si perspicace des choses économiques, raisonne en moraliste et en juriste abstrait.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on s'est efforcé de retourner contre l'Etat-soviétique l'accusation d'impérialisme sous sa forme vague, mythique et sentimentale. L'impérialisme rouge est une vieille connaissance. C'est en ce sens que j'ai rappelé l'exemple georgien et non pour reprendre la thèse menchevick, comme le croit Louzon. On désignait de ce mot la volonté de puissance soviétique et même le communisme international tout court identifié à la politique soviétique. Le démagogue empirique Treint, prompt à se parer de toutes les stupides accusations de l'adversaire de classe, avait même cru devoir reprendre le mot. Chang-Kai-Chek a cru aussi devoir reprendre cette accusation d'impérialisme communiste favorisé par le chemin de fer de l'Est. Donc rien de nouveau, sinon la nouvelle attitude de Louzon, et une application, assez malheureuse, de ses nouvelles idées sur l'impérialisme et le nationalisme.

Correlative à la notion mythique et idéaliste de l'impérialisme est la notion abstraite du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes prise comme un absolu. Elle a même origine dans l'arsenal de la démocratie révolutionnaire, mais elle ne peut avoir qu'un sens tout relatif dans le langage scientifique du marxisme révolutionnaire. Prise sous sa forme absolue, elle est par un côté insuffisamment précise, par un autre côté insuffisamment large — insuffisamment précise parce que le mot vague du peuple y recouvre la réalité des classes, parce qu'en réalité tous les mouvements nationaux ont des raisons de classe, parce que la révolution nationale est une révolution agraire contre une féodalité étrangère ou bourgeoise, contre la tutelle d'une autre bourgeoisie qui entrave la croissance ou bien viciée par ce que l'oppression nationale s'exerce avec une violence décaplée contre le prolétariat, et dans ce cas, la révolution ouvrière est, pour un temps, aux côtés de la révolution bourgeoise : insuffisamment large, parce que le peuple ou la nation est une abstraction dans l'ensemble des rapports de force internationaux, les perspectives de conflits inter-impérialistes ou de révolutions internationales. Pour avoir un sens révolutionnaire, la notion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit

pas être pris comme un absolu, mais appréciée chaque fois en fonction du contenu concret. C'est là la tradition marxiste et non de nouvelles inventions bolcheviques. Marx considérait comme objectivement réactionnaires les nationalismes balkaniques et tchèques qui, parfaitement légitimes en eux-mêmes, n'en faisaient pas moins le jeu de l'impérialisme le plus réactionnaire au monde — le Tsarisme. Il jugeait les revendications nationales d'après l'ensemble de la situation internationale. Les démocrates imbéciles jugeaient sans doute que c'est là une politique pan-turque ou pan-autrichienne. Les bolchevicks ne se sont pas arrêtés devant l'accusation abstraite d'impérialisme en Georgie pour ne pas faire le jeu de la tête de la contre-révolution mondiale — l'Angleterre. C'est encore le cas actuellement en Chine — céder et abandonner le chemin de fer, serait faire le jeu des grands impérialismes (au sens précis du mot ceux-là), qui ne demandent qu'à le reprendre. D'autre part ce sont toujours des intérêts de classe qui se déguisent derrière le mythe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut discriminer lesquels sont réactionnaires, lesquels sont révolutionnaires. Ce sont des intérêts de classe réactionnaires qui se déguisaient derrière la revendication nationaliste des verts en Georgie. C'est le cas en Chine actuellement. Louzon raisonne sur un peuple chinois anti-impérialiste dans l'abstraction, comme d'autres raisonnent sur l'ami ou l'ennemi héréditaire, la prétendue politique éternelle d'un peuple. Où il voit une continuité de politique anti-impérialiste, il y a, en réalité, un renversement total, qui est gros de tout un contenu de classe. La Jeune-Chine bourgeoise a renoncé à l'action directe, pour des formes plus que courtoisement diplomatiques ou même pour l'accord moral dans ses relations avec les grands impérialismes occidentaux, qui sont, ceux-là, des impérialismes au sens précis et technique du mot; par contre et corrélativement, elle ne connaît plus, dans ses rapports avec l'Etat révolutionnaire soviétique, d'autre politique que celle de l'action directe la plus brutale en dehors même de toute préparation diplomatique et cette fois c'est le mot d'ordre mythique de l'impérialisme rouge qu'elle reprend à l'arsenal de la contre-révolution mondiale. Ce renversement est consécutif à l'écrasement de la révolution ouvrière et paysanne. La Jeune-Chine bourgeoise cherche à abuser, par un quiproquo odieux, la totalité des classes de la nation et l'opinion révolutionnaire internationale. On n'aurait pas cru que Louzon fût le premier à s'y laisser prendre.

A. PATRI

ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ !

Nous avons besoin de votre aide pour
continuer à paraître régulièrement.

La résolution secrète contre Boukharine

Le document que nous publions ci-dessous est le texte de la résolution adoptée ce printemps par les organismes dirigeants du P. C. R. contre Boukharine, Rykov et Tomskey. Cette résolution a porté ses fruits ; Boukharine est aujourd'hui exclu du C. E. de l'I.C., de la rédaction de la Pravda, Rykov a dû abandonner la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple, et celle du C. E. Central des Soviets, Tomskey s'est laissé rejeter de la direction des syndicats. Ce texte présente donc un grand intérêt parce qu'il a servi de base à la grande offensive contre la droite et au développement du nouveau zig-zag à gauche de Staline qui a tellement alléché Radek, Préobrazensky et leurs amis. Il a été publié pour la première fois dans le Gegen den Strom, organe du groupe Brandler, en Allemagne. Nous y reviendrons dans le prochain numéro, après avoir terminé la publication du texte.

Le Plenum du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle réunis du P.C. de l'U. R. S. S. approuve la résolution de la session commune du Bureau Politique du C.C. et du Présidium de la C.C.C. du 9 février 1929 sur les affaires intérieures du parti.

Considérant que la session commune du B.P., du C.C. et du Présidium de la C.C.C. n'a pas eu l'occasion d'apprécier la déclaration de Boukharine, Tomskey et Rykov du 9 février 1929, qui représente une plate-forme fractionnelle ; que les camarades Boukharine, Rykov et Tomskey continuent dans leurs discours au C.C. et à la C.C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. réunis, à soutenir leurs idées en contradiction avec la ligne du Parti ; que les camarades Boukharine et Tomskey ont refusé de se soumettre aux décisions du B.P. du C.C. et du Présidium de la C.C.C. sur la réorganisation de leurs fonctions, le Plenum du C.C. et de la C.C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. réunis, considère comme nécessaire de prendre la décision suivante :

1) La croissance et le développement de la déviation de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. sont très étroitement liés aux particularités du stade actuel du développement de la révolution prolétarienne mondiale. Le 15^e Congrès du P.C.R. et le 6^e Congrès mondial ont déjà défini les symptômes d'un sérieux changement dans la situation du capitalisme mondial et du mouvement révolutionnaire international. Les traits caractéristiques essentiels de ce changement sont le renforcement des contradictions intérieures dans le camp du capitalisme qui secouent et sapent toujours plus sa stabilisation temporaire et incertaine, et la croissance des éléments d'une nouvelle vague révolutionnaire (vague de grèves dans une série de pays européens, la marche à gauche de la classe ouvrière et les succès communistes aux élections parlementaires, les victoires importantes dans les élections aux conseils d'usine en Allemagne, l'extension de la crise révolutionnaire aux Indes et la fermentation ininterrompue dans les autres co-

lonies, l'accumulation des contradictions et le danger de guerre dans le camp impérialiste aussi bien qu'entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S.).

Dans ces conditions, les tâches les plus importantes du parti communiste sont les suivantes : poursuivre la bolchévisation des partis communistes, les purger des traditions social-démocrates, l'affirmation du rôle dirigeant du parti dans le mouvement révolutionnaire croissant et la préparation des larges masses aux décisifs et prochains combats de classe.

De là la nécessité d'un renforcement de la lutte des partis communistes contre la social-démocratie sur tout le front, et particulièrement contre son aile « gauche », ainsi que contre la direction réformiste-bureaucratique des syndicats, la mobilisation plus ample et plus énergique des ouvriers organisés, et surtout des ouvriers inorganisés sur la base des mots d'ordre de l'I.C.

Le fait de la stabilisation capitaliste partielle, l'existence d'une puissante social-démocratie, ayant de l'influence sur quelques éléments des partis communistes, et enfin les restes des traditions social-démocrates dans les partis communistes eux-mêmes, nourrissent et fortifient dans les sections de l'I.C. la tendance opportuniste de droite qui est actuellement le danger capital à l'intérieur du mouvement communiste international.

Dans les questions de politique internationale, la déviation de droite glisse jusqu'à une appréciation analogue à celle de la social-démocratie sur la stabilisation du capitalisme (la théorie de la « guérison » du capitalisme), qui trouve son expression dans l'atténuation de l'approfondissement de la crise capitaliste, dans le déni de la précarité de la stabilisation capitaliste et l'estompage des traits révolutionnaires principaux de la « troisième période ». De cette façon les droitiers, ainsi que les conciliateurs qu'ils ont pris en remorque, en arrivent directement à réviser l'estimation léniniste de l'époque présente comme une époque de crise du capitalisme, comme l'époque des guerres et de la révolution prolétarienne. Ils sous-estiment, par suite, la mobilisation des masses travailleuses (particulièrement des inorganisés) dans une lutte indépendante contre la bureaucratie syndicale réformiste.

Les rapports entre la déviation de droite dans le P.C.R. et la tendance opportuniste dans les rangs de l'I.C. sont absolument clairs. Le camarade Boukharine s'est, lui-même, tout à fait solidarisé, dans ces questions, avec la position opportuniste des conciliateurs Humbert-Droz, Ewert, Gerhardt et d'autres.

Les camarades Boukharine, Rykov et Tomsy freinent la lutte de l'I.C. contre la déviation de droite et les conciliateurs dans l'I.C. La déclaration de ces trois camarades, que la politique de notre parti « désagrège » l'I.C., affaiblit ses rangs et conduit à la division, jusqu'à la rupture des partis communistes étrangers, montre non seulement un manque, ignorant et opportuniste, de compréhension des tâches dans l'expulsion des éléments social-démocrates des Partis communistes, mais signifie aussi un appui réel aux rénégats de la droite. C'est pourquoi les camarades Boukharine, Rykov et Tomsy deviennent objectivement et de plus en plus le centre d'attraction de tous les groupes opportunistes et conciliateurs des sections de l'I.C.

2) La ligne politique de la déviation de droite dans le P.C.R. représente la capitulation devant les difficultés liées à la reconstruction socialiste de l'économie et à l'accentuation de la lutte de classe en U.R.S.S. La période de reconstruction est un tournant sérieux dans le développement économique et politique de l'U.R.S.S. La nécessité de rattraper et de devancer, en peu de temps, au point de vue technique et économique, les pays capitalistes avancés, oblige le parti à mener une politique d'accélération du développement de l'industrie. En travaillant pour l'industrialisation socialiste, le prolétariat a entrepris actuellement le travail extrêmement difficile d'extirper les racines du capitalisme dans l'économie du pays, de transposer l'agriculture sur le terrain socialiste, ce qui est notre tâche principale à la campagne dans la prochaine période. L'alliance de la classe ouvrière avec les masses paysannes déterminantes est entrée dans un nouveau stade et adopte des formes nouvelles tout en prenant un caractère productif de plus en plus marqué (exploitations soviétiques, exploitations collectives, fournitures de machines, contrats d'achats des blés avant la récolte, etc.). La liquidation rapide de l'état techniquement et économiquement arriéré de notre pays, entouré de pays capitalistes ennemis, ainsi que la prépondérance des petites exploitations paysannes, le travail immédiat pour la transformation socialiste fondamentale de l'agriculture, tout cela présente nécessairement des grandes difficultés. Le parti pose ouvertement devant les masses ouvrières la question du choix entre la nécessité de vaincre ces difficultés inévitables, ou la politique de capitulation. La voie socialiste et la voie capitaliste du développement agricole se confrontent pour le moment d'une manière plus aiguë que jamais. La croissance des formes socialistes de l'économie, l'étouffement des éléments capitalistes provoquent forcément un accroissement de la résistance des forces des classes ennemies et l'accentuation de la lutte de classes à ce tournant de l'édification socialiste. La dictature prolétarienne est, dans la période actuelle, la continuation et le renforcement de la lutte de classe (et non pas l'affaiblissement de celle-ci).

La couche capitaliste née au sommet de la paysannerie au cours de la NEP, dispose aujourd'hui de capacités de manœuvres économiques plus grandes que dans les premières années de la NEP (provisions de blé, moyens de production). Dans la lutte acharnée contre l'offensive socialiste, dans les tentatives de contrecarrer la réglementation étatique du marché et la politique des prix de l'Etat soviétique, le koulak cherche à profiter de cette capacité de manœuvres. Ces tentatives de contrecarrer la politique des forces soviétiques représentent une des formes les plus aiguës de la lutte pour les revendications essentielles des éléments capitalistes de la campagne et en premier lieu pour la voie vers la libre extension capitaliste de l'agriculture.

Le Plénum du C.C. et de la C.C.C. constate que ces derniers temps le groupe de Boukharine est pratiquement passé des zig-zags entre la ligne du parti et celle des déviations droitières, à la défense de la position des déviations droitières dans les questions fondamentales de notre parti. Les « Notes d'un économiste » du camarade Boukharine et surtout la Plate-forme des Trois, présentée à la séance du Bureau Politique et du Présidium de

la C.C.C. du 9 février 1929, ainsi que le discours du camarade au plénum du C.C. de la C.C.C. sont indubitablement dirigés dans le sens d'un ralentissement de l'allure de l'industrialisation. Les interprétations libérales de la NEP qui mène en réalité au renoncement à la réglementation des rapports commerciaux par l'Etat prolétarien, la sous-estimation des nouvelles formes de l'alliance de l'industrie socialiste avec l'agriculture, la sous-estimation du rôle des exploitations soviétiques et des exploitations collectives, la sous-estimation grossière des possibilités de développement des petites exploitations paysannes — tout cela a objectivement la signification d'une tendance à la suspension de l'offensive socialiste et l'affaiblissement des positions prolétariennes dans la lutte contre les formes d'économie capitaliste. A l'opposé de la ligne du parti, le groupe du camarade Boukharine, à la suite de Frumkine, mise pratiquement sur l'élargissement des possibilités d'extension de l'exploitation koulak. C'est dans cette voie que se meuvent les propositions au sujet de la suspension de l'imposition individuelle des koulaks, de l'élévation des prix du blé, de la cessation des mesures rigoureuses envers le koulak dans la campagne de rassemblement du blé. En s'élevant contre les mesures du parti qui mobilisent les paysans pauvres et les paysans moyens pour la lutte contre les koulaks qui spéculent et retiennent avec mauvaise volonté le blé, les droitiers favorisent objectivement le koulak dans ses tentatives de saboter les fournitures de blé et de priver de pain la classe ouvrière et les pauvres. La base de cette ligne politique de la droite est la théorie des concessions continues à la paysannerie, qui prouve que les gens de la droite, ont oublié le rôle dirigeant revenant au prolétariat dans l'alliance avec la paysannerie et qui signifie la révision ostensible de la doctrine léninienne sur l'alliance avec les paysans moyens. La dénégation de la nécessité d'accentuer la lutte de classe comme le font les camarades Boukharine, Rykov et Tomski, a, dans les conditions actuelles de reconstruction, tout à fait le même sens politique : de même que les tentatives d'expliquer l'accentuation de la lutte de classe non pas par les conditions sociales et économiques, mais par les soit-disantes erreurs de calcul dans le plan économique et les défauts de l'appareil de l'endroit, etc., etc.

(A suivre.)

Bibliothèque de la Lutte de Classes N° 4

Vers le Capitalisme

ou

Vers le Socialisme ?

PAR

LEON TROTSKY

AVEC UNE INTRODUCTION

ET UNE PREFACE

1 vol. pet. in-8° : 3 fr. 50

En vente à la Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse

..... LES REVUES

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, n° 11 (juin). — *La situation économique internationale*, par Varga. Documentation intéressante sur le chômage aux Etats-Unis. —

N° 10 et 12. — *La situation internationale*, par LAPINSKY. Dans cet intéressant rapport Lapinsky démontre qu'il n'existe pas de « troisième période » définie, comme Boukharine l'avait annoncé. En réalité, la situation se modifie en se développant sans changements essentiels de structure. Ce rapport assez intéressant est entièrement dirigé contre les idées de Boukharine. Il essaye de caractériser la situation de l'U.R.S.S. dans le capitalisme mondial et ne peut autrement qu'en indiquant que l'U.R.S.S. est une partie du marché fermée arbitrairement au capitalisme ; ce point de vue ne ressemble guère à la théorie économique sur l'antagonisme fondamental entre l'U.R.S.S. et le capitalisme mondial. —

N° 13. — Deux discours de LOZOVSKY sur la tactique syndicale. Il y développe son point de vue sur l'organisation des inorganisés, sur la création de syndicats rouges partout, etc...

N° 14. — *Le nouveau règlement des réparations par le plan Young*, par VARGA. Conclusions étranges : « Le plan Young constitue une tentative de la bourgeoisie mondiale d'aplanir les contradictions dans ce domaine important, de faciliter à l'Allemagne son passage à l'orientation occidentale, son enrôlement dans le front anti-Soviétique, de l'entraîner éventuellement dans un bloc de tous les pays européens débiteurs contre les Etats-Unis, etc... » Quelle salade ! Comment le professeur Varga concilie-t-il l'orientation anti-américaine et l'orientation anti-Soviétique ?

N° 16. — *Nouvelle « ère de pacifisme démocratique » ou accentuation des contradictions fondamentales ?* par LAPINSKY. Intéressante discussion sur l'hégémonie actuelle des Etats-Unis.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE, n° 82 (15 juin). — *Deux beaux mouvements des facteurs parisiens*, par MOUSSEAU.

N° 84. — Un article de LOUZON sur le *Conflit de l'Est-Chinois*. Louzon donne aux révolutionnaires à choisir entre l'« héritage du Tzar ou celui de Lénine », et met en avant comme mot d'ordre : rendre aux Chinois l'Est Chinois. L'article contient une solide documentation, qui sera très utile à bien des lecteurs, mais il mène à des conclusions complètement erronées à notre avis, et qui sont purement formelles. Dans le présent numéro de *La Lutte de Classes* nos lecteurs trouveront un article de Patri sur cette question. —

CONTRE LE COURANT, N° 35. (juillet). — *Le Conflit Sino-russe*. On écrit à la légère : « L'U.R.S.S. soutient et revendique des droits bourgeois ; elle se targue d'un traité inégal avec la Chine qui lui assure un privilège sur une portion du territoire chinois. Ce sont ces mêmes droits bourgeois que les impérialistes européens, américain et japonais n'ont cessé de revendiquer vis à vis de la Chine ». Ce point de vue tout à fait analogue à celui de Louzon doit être repoussé par tout communiste, par tout opposition-

nel. Si l'U.R.S.S. soutient consciemment et absolument des droits bourgeois, alors on ne peut pas lutter pour maintenir en U.R.S.S. une dictature prolétarienne, même en voie de décroissance, qui n'y existe plus. Point de vue licite chez les anarchistes et même chez les ultra-gauche Korchistes, mais qu'on ne peut pas sans danger répandre dans nos rangs. — Au 7^e Congrès des Métaux, par ROY. — *Discipline ou démocratie du Parti*, par MOURER. Article sur la situation du parti en Alsace, où l'on revendique les décisions du 6^e Congrès Mondial...

L'OUVRIER COMMUNISTE, n° 1. — Ce journal prend la suite du *Réveil Communiste* qui était l'organe de l'extrême gauche bordigiste. Dans ce numéro sont publiées les *Thèses sur le parlementarisme*, de la fraction abstentionniste italienne de 1920, on y trouvera aussi *Anarchistes, Social-démocrates et grève générale*, par ROSA LUXEMBOURG, ainsi qu'un article intéressant : *Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire ?* L'auteur conclut à leur destruction, ou tout au moins à leur négation.

LA VIE OUVRIERE. — Les récents numéros sont essentiellement consacrés à la préparation du prochain congrès de la C.G.T.U. La Direction dans la personne de MONMOUSSEAU s'applique à combattre une minorité nouvelle : « La discussion sur ce terrain ne peut plus se poser entre nous et les rabacheurs rancés de la charle d'Amiens. Elle s'engage forcément avec une nouvelle couche de militants qui sont restés jusqu'ici silencieusement de la remorque des événements... » Cette nouvelle couche de militants, il la définit ainsi : « La forme la plus répandue du réformisme dans la C. G. T. U. est le centrisme, semeur de confusion ; la tendance qui, par tactique, ne veut ni complètement répudier la *Ligue Syndicaliste* ni par prudence, briser officiellement avec l'orientation de la C. G. T. U. »

C'est sur le terrain de la subordination des syndicats au parti que s'engagera la discussion. Et c'est notamment l'échec de la mobilisation de masses du premier août qui a déterminé cette nouvelle couche de militants à entrer en opposition avec la Direction. Parmi les dirigeants d'hier qui prennent ainsi position, se trouve notamment Schumacher (du Livre), qui relève une déclaration typique : « Raynaud, au dernier congrès de la 20^e U. R. dont il est un des secrétaires, avait dit textuellement : que le parti communiste constitue la fraction dirigeante de la C. G. T. U. »

« Nous sommes donc en présence d'un changement radicale dans nos mœurs syndicales. Aucun Congrès jusqu'ici n'a autorisé la C. E. à placer délibérément notre organisme national ou son action sous la direction d'un parti politique, il était admis seulement, en vertu de décisions régulières, que la C. G. T. U. pouvait dans des cas déterminés conclure des accords circonstanciels avec des partis agissant révolutionnairement ». En fin de compte Schumacher pose trois points.

« 1^{er}. — Si, à moins d'événements extraordinaires, une C. E. confédérale a le droit, sans consulter ceux qui paient et qui sont appelés à faire les frais d'une action, de les mener où bon lui semble ;

2^e. — Si les syndicats sont d'avis que le Parti communiste constitue la fraction dirigeante de la C. G. T. U. ;

3^e. — Si les membres du Bureau confédéral peuvent être en même temps membres du Bureau Politique du P. C. (les deux dernières questions étant liées). »

La minorité encore mal délimitée, dans ses effectifs comme dans ses principes, paraît se grouper et se concerter. Le syndicat de l'Alimentation, divers dirigeants des Métaux y participent. Nous reviendrons sur l'analyse de cette réaction d'une nouvelle couche de militants à la suite des récents échecs, et de l'expérience syndicale de ces dernières années.

LA VIE DE LA REVUE

Nous n'avons pas tout à fait tenu nos promesses : ce numéro double devait paraître le premier août, et en réalité il sort au début de septembre. En tous cas nous ferons paraître le prochain numéro dans le courant de septembre. Nous respecterons notre promesse, qui était de donner au moins 16 pages par mois.

Nos ressources continuent à être insuffisantes. Nous faisons appel à tous nos amis pour nous soutenir, de façon à ce que nous puissions assurer, au moins jusqu'au mois de décembre, une parution régulière. Envoyez nous votre réabonnement en retard ! Souscrivez !

Librairie Ouvrière 67 Boulevard de Belleville

Tout ce qui concerne le mouvement communiste international et particulièrement les publications de l'Opposition.



Compte chèque postal :
1331-65. Prudhom-
meaux. Paris.

Le Gérant : Pierre NAVILLE



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)